

ASS/GF/II/MG

2024-001

VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES
DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU 23 JANVIER 2024

OBJET : APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 8 DÉCEMBRE 2023

Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 24	Nombre de votants : 31	Date de la convocation : 17 janvier 2024
--	-------------------------------------	------------------------	--

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-trois janvier à 18 heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est rassemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVÈS, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, Mme Martine JAFFUS, M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Valérie FERRET, Mme Mireille SANTINI, M. Fabrice CASTELEYN, Mme Ginette BARRAU-FERRET, Mme Béatrice ARNAUD

Étaient absents :

M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Sylvie FUMET, M. Thierry CAUMEIL, Mme Sophie BIRKENER, M. Laurent ROUGÉ, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Marie-Claude MARTINEZ

Avaient donné mandat :

M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Sylvie FUMET, M. Thierry CAUMEIL, Mme Sophie BIRKENER, M. Didier JULIAN, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Marie-Claude MARTINEZ

QUORUM : 17

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Sylvie DANRÉ

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211102033-20240123-2024-001-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 26/01/2024

Publication : 26/01/2024

Pour le Maire



PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 8 DÉCEMBRE 2023

L'an deux mille vingt-trois, le huit décembre à 18 heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est rassemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVÈS, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Sylvie FUMET, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, M. Didier JULIAN, M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Valérie FERRET, Mme Mireille SANTINI, M. Fabrice CASTELEYN, Mme Ginette BARRAU-FERRET, Mme Béatrice ARNAUD, Mme Marie-Claude MARTINEZ

Étaient absents :

Mme Sophie BIRKENER, M. Laurent ROUGÉ, Mme Virginie JULIAN, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON

Avaient donné mandat :

Mme Virginie JULIAN à M. Gérard FORCADA, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON à M. Thierry DENARD

QUORUM : 17

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Gérard FORCADA

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Guy VIVÈS

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

ORDRE DU JOUR

Fonctionnement des institutions communales

Désignation de la secrétaire ou du secrétaire de séance

1. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 10 novembre 2023
2. Liste des décisions du Maire prises dans le cadre de l'article L. 2122-22 du CGCT par délégation du Conseil municipal

Gestion du domaine foncier communal

3. Convention de servitude de passage avec ENEDIS sur la parcelle AS 0168 – Chemin de Cantarane – Annexe
4. Intégration des voies, espaces libres et réseaux de lotissements dans le domaine public communal – Modification
5. Cession de biens immobiliers communaux. Parcelle AH 34 – Modification

Finances

6. Admission de créances en non-valeur et créances éteintes – Annexe
7. Adhésion à la Fondation du patrimoine pour l'année 2024 – Annexe
8. Convention d'adhésion à Payfip – Budget Eau potable
9. Convention d'adhésion à Payfip – Budget Assainissement
10. Approbation du rapport de la CLECT 2023 et fixation libre de l'attribution de compensation – Annexes
11. Décision modificative n° 3 – Budget Principal
12. Décision modificative n° 1 – Budget annexe Eau potable
13. Décision modificative n° 2 – Budget annexe Assainissement
14. Ajustement de la balance du compte 16 – Correction du capital restant dû de la dette sur le Budget principal
15. Suramortissement des immobilisations
16. Remboursement des frais de personnel par les budgets annexes Eau potable et Assainissement au budget principal exercice comptable 2023. Gestion des flux comptables réciproques

Ressources humaines

17. Création d'emplois non permanents pour l'année 2024

Prévention et sécurité publique

18. Convention partenariale avec la Protection Judiciaire de la Jeunesse et le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation – Annexe

Économie et commerce de proximité

19. Soutien à l'installation pérenne d'entreprises commerciales ou artisanales en centre-ville : annulation d'une subvention
20. Avis du Conseil municipal sur les dates d'ouverture dominicale des commerces locaux pour l'année 2024

Questions diverses

NOTES EXPLICATIVES DE SYNTHÈSE

DOSSIER N° 1 :

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 10 NOVEMBRE 2023

Voir le dossier envoyé

DOSSIER N° 2 :

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : LISTE DES DÉCISIONS DU MAIRE PRISES DANS LE CADRE DE L'ARTICLE L. 2122-22 DU CGCT PAR DÉLÉGATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Je vous rends compte des décisions suivantes prises conformément à la délégation d'attributions du Conseil municipal en ma faveur :

2023-55	01/10/2023	Numéro non attribué et annulé
2023-56	25/10/2023	<p>Droit de Préemption Urbain sur la DIA n° IA0112032300202 enregistrée le 11/09/2023 reçue de Maître Jean-Charles DAVID :</p> <ul style="list-style-type: none">- Propriétaires : Consorts VACHERIE- Acquéreur : VERMEERSCH Frédérique- Habitation cadastrée AD 443 de 100 m², située 10 rue Molière- Prix demandé : 58 000,00 € (5000,00 € de commission à la charge du vendeur) <p>Compte tenu que ce bien est situé directement dans le périmètre du projet de requalification du centre-ville, PREEMPTION DU DROIT URBAIN MIS EN EN APPLICATION au prix demandé soit 58 000,00 €.</p>
2023-57	27/10/2023	<p>Attribution du marché de travaux de réhabilitation du réseau des eaux usées (EU) et renouvellement du réseau d'adduction d'eau potable (AEP) du cours de la République. Il est nécessaire d'établir un marché de travaux public avec le candidat sélectionné suite à l'analyse des offres reçues : la Société Canalisation Corbières Minervois (S2CM) pour un montant total de 394 787,80 € HT. L'exécution du marché débute à compter de la notification et prend fin à l'expiration de l'année de parfait achèvement. Le délai global prévisionnel d'exécution pour l'ensemble des travaux est de 3,5 mois.</p>
2023-58	13/11/2023	<p>Convention de mise à disposition d'un bien meublé appartenant au domaine privé de la Commune de Lézignan-Corbières, à titre précaire et gracieux, à compter du 13 novembre 2023 et pour un mois, de Mme BELEULMI-CORBIERE Nora, cadastré sous le n° 138 de la section AD et situé 6 rue du Château</p>

2023-59	14/11/2023	Convention de mise à disposition d'un local communal cadastré sous le numéro 329 de la section AD, entre la Commune de Lézignan-Corbières et la Maison des Jeunes et de la Culture (MJC), à titre gracieux, du 1er octobre 2023 au 30 septembre 2024
---------	------------	--

Il est demandé au Conseil municipal de prendre acte de la communication de ces informations.

DOSSIER N° 3 :

PÔLE : DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES

THÈME : GESTION DU DOMAINE PRIVÉ COMMUNAL

RAPPORTEUR : GUY VIVÈS

OBJET : CONVENTION DE SERVITUDE DE PASSAGE AVEC ÉNÉDIS SUR LA PARCELLE CADASTRÉE AS 0168 CHEMIN CANTARANE – ANNEXE

Vu les articles L. 2122-4, L. 2131-1 et L. 2132-2 du Code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu l'article 639 du Code civil ;

Vu les articles R. 323-1 à D. 323-16 du Code de l'énergie ;

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique, ENEDIS projette de mettre en place 25 m de câble souterrain Basse Tension A 240AL à poser sous la parcelle cadastrée section AS 0168 dont la commune est propriétaire.

Pour ce faire, il est nécessaire que la commune passe la convention de servitude placée en annexe avec ENEDIS, afin de lui permettre de réaliser cette opération.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

1/ D'approuver la convention de servitudes annexée à la présente délibération.

2/ D'autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention et toute mesure nécessaire à sa mise en œuvre.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 4 :

PÔLE : DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES

THÈME : GESTION DU DOMAINE FONCIER COMMUNAL

RAPPORTEUR : GUY VIVÈS

OBJET : INTÉGRATION DES VOIES, ESPACES LIBRES ET RÉSEAUX DE LOTISSEMENTS DANS LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL – MODIFICATION

Vu la délibération n° 2023-94 du Conseil municipal en date du 27 juin 2023 par laquelle l'assemblée délibérante a donné un avis favorable à l'intégration des voies, espaces libres et réseaux de lotissements dans le domaine public communal ;

Considérant que M. Jean-Jacques SALLES, lotisseur, demande l'intégration des voies, espaces libres et réseaux du lotissement Vidal, rue Peïre Vidal, dans le domaine public communal,

Considérant que M. Habib TAHRI, président de l'Association Syndicale du lotissement, demande l'intégration des voies, espaces libres et réseaux du lotissement le Bacchus III, Chemin de Sérème Sud, rues Antonio Vivaldi et Maurice Ravel, dans le domaine public communal,

Considérant que les voies et espaces libres du lotissement Vidal et du lotissement Le Bacchus III, ont vocation à être utilisés par tous les usagers au-delà des riverains,
Considérant que plus de 80 % des lots de ces lotissements destinés à l'habitation sont construits,
Considérant que le Conseil Municipal du 27 juin 2023 avait délibéré favorablement,
Considérant cependant que des travaux de remise en état des trottoirs et de certains tampons de visite réseaux doivent être entrepris dans le lotissement Vidal,
Il est proposé au Conseil Municipal :

1/ De donner un avis favorable à l'incorporation dans le domaine public communal, sans indemnité, des voies, réseaux et espaces libres cadastrés comme suit, numéros cadastraux et superficie, conformément aux dispositions de l'article L. 318-3 du Code de l'Urbanisme et L. 141-3 du Code de la Voirie Routière :

Lotissement le Bacchus III : parcelles AV 216 (1388 m², voirie), AV 217 (95 m², accès au bassin de rétention), AV 218 (1632 m², bassin de rétention) et AV 219 (accès piéton au Chemin Rural n°71)

2/ De reporter à plus tard l'intégration du Lotissement Vidal après la constatation de réalisation des travaux de remise en état des trottoirs et tampons de visite réseaux,

3/ D'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à cet effet, notamment l'organisation de l'enquête publique préalable à ce transfert ainsi que la nomination d'un Commissaire Enquêteur,

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 5 :

PÔLE : DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES

THÈME : GESTION DU DOMAINE FONCIER COMMUNAL

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : CESSION DE BIENS IMMOBILIERS COMMUNAUX. PARCELLE AH 34 – MODIFICATION

Vu l'article L. 2241-1 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'avis de la Direction Immobilière de l'État du 4 octobre 2021,

Vu la délibération n°2022-170 du 8 décembre 2022,

La ville de Lézignan-Corbières est propriétaire d'une parcelle de terrain d'une superficie de 2 435 m², située à l'angle des avenues du Maréchal Galliéni et Léon Bourgeois à Lézignan-Corbières, comportant deux ensembles bâtis indépendants avec parkings. Elle est cadastrée en section AH sous le numéro 34.

Deux bâtiments actuellement loués à plusieurs structures de type associatif sont implantés sur cette parcelle ainsi que les équipements d'un Nœud de Raccordement Optique (NRO) mis en place par le SYADEN dans le cadre du déploiement de la fibre optique sur le territoire.

Un laboratoire d'analyses de biologie médicale a manifesté son intérêt pour acheter une partie de cette parcelle.

Dans sa délibération n° 2022-170 en date du 8 décembre 2022, le conseil municipal a décidé de procéder à la division de la parcelle cadastrée en section AH sous le numéro 34 en trois nouvelles parcelles selon la logique suivante :

- Une parcelle d'environ 58 m² sur laquelle est implanté le NRO qui resterait la propriété de la commune.
- Une parcelle comprise entre 700 et 800 m², représentant la partie Nord de la parcelle actuelle

- Une parcelle comprise entre 1 550 et 1 700 m² ayant façade sur l'avenue Maréchal Gallieni qui serait cédée à MEDILAB ou toute structure s'y substituant, pour un montant de 200 000 euros y compris la commission de négociation, afin d'y construire un laboratoire d'analyses de biologie médicale.

Les surfaces définitives de chaque parcelle seront fixées par un futur document d'arpentage.

Dans une correspondance en date du 29 novembre 2023, la société INOVIE MEDILAB, laboratoire de biologie médicale, a demandé à la commune de revoir le prix de vente afin de prendre en considération la hausse de l'inflation et notamment celle du coût des matériaux. La requérante a fait une proposition d'achat à hauteur de 180 000 € au lieu des 200 000 € prévus dans la délibération n° 2022-170 du 8 décembre 2022.

Considérant l'intérêt pour la commune de permettre l'installation d'activités médicales sur le territoire communal ;

Il est proposé au conseil municipal :

1/ De modifier la délibération n° 2022-170 du 8 décembre 2022 uniquement en ce qui concerne le prix et de valider la vente à hauteur de 180 000 € au lieu des 200 000 € prévus initialement.

2/ D'autoriser M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 6 :

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : ADMISSION DE CRÉANCES EN NON-VALEUR ET CRÉANCES ÉTEINTES – ANNEXE

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14 ;

Vu le CGCT et notamment son article L. 2541-12-9° ;

Vu la délibération n° 2023-53 du 12 avril 2023 portant vote du budget primitif du budget principal ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder à la régularisation des créances à admettre en non-valeur sur les exercices 2019 à 2021 ;

Dans le cadre de l'apurement périodique des comptes entre l'ordonnateur et le comptable, le receveur des finances du SGC de Narbonne a proposé l'admission en non-valeur d'un certain nombre de créances détenues par la Ville de Lézignan-Corbières sur des débiteurs dont l'insolvabilité ou la disparition sont établies.

Ces admissions en non-valeur entrent dans la catégorie des actes de renonciation et de libéralité qui, en vertu de l'article L. 2541-12-9° du Code général des collectivités territoriales, sont soumis à la décision du Conseil municipal.

Le montant des recettes à admettre en non-valeur ou en créances éteintes s'élève à :

- Créances admises en non-valeur exercices 2019 à 2021 (compte 6541) : 7 373,12 €
- Créances éteintes exercices 2019 à 2021 (compte 6542) : 499,94 €

A l'appui de ses demandes et avec le concours des services ordonnateurs, le receveur de Narbonne fournit les justificatifs qui permettent de proposer ces admissions en non-valeur et en créances éteintes.

Il est demandé au Conseil municipal :

- 1/ De valider** ces créances admises en non-valeur exercices 2019 à 2021 (compte 6541) pour un montant de 7 373,12 € conformément aux justificatifs joints
- 2/ De valider** ces créances éteintes exercices 2019 à 2021 (compte 6542) pour un montant de 499,94 € conformément aux justificatifs joints
- 3/ D'autoriser** M. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 7 :

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : ADHÉSION À LA FONDATION DU PATRIMOINE POUR L'ANNÉE 2024 – ANNEXE

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article L. 1111-1 du Code général des collectivités territoriales, disposant que les collectivités territoriales s'administrent librement par des conseils élus ;

Il est proposé à l'assemblée délibérante l'adhésion pour l'année 2024 de la commune de Lézignan-Corbières à la structure suivante : Fondation du Patrimoine

Cette fondation accompagne les propriétaires (collectivités, particuliers ou associations) afin de trouver des financements pour préserver leur patrimoine culturel.

Considérant le souhait de la municipalité de renforcer l'efficacité, l'efficacité et la viabilité des politiques publiques menées,

Considérant que les crédits nécessaires seront inscrits au budget,

Il est demandé au Conseil municipal :

- 1/ D'approuver** l'adhésion sur l'exercice 2024 de la Commune à la Fondation du patrimoine pour l'année 2024 pour un montant de 500,00 euros (cinq cents euros)
- 2/ D'autoriser** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 8 :

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : CONVENTION D'ADHÉSION AU SERVICE PAYFIP POUR LE BUDGET EAU POTABLE

Vu l'article L. 1611-5-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 2018-689 du 1^{er} août 2018 relatif à l'obligation pour les administrations de mettre à disposition des usagers un service de paiement en ligne ;

Les collectivités territoriales doivent mettre à disposition des usagers un service de paiement en ligne permettant de régler leurs dettes par carte bancaire ou prélèvement depuis le 1^{er} juillet 2019.

Cette obligation répond aux attentes des usagers qui plébiscitent le recours à des moyens de paiement dématérialisés, diversifiés et accessibles à toute heure et distance.

Dans le cadre de la modernisation des services offerts à la population, il est proposé de valider et déployer ce dispositif particulièrement adapté au recouvrement des créances.

Il est à noter que la DGFIP prend en charge tous les frais de fonctionnement relatifs au gestionnaire de paiement CB et aux frais de rejets de prélèvement, et seuls le commissionnement lié à l'utilisation de la carte bancaire et d'éventuels frais liés à la gestion d'un portail internet incombent aux collectivités adhérentes.

Cette offre de paiement en ligne correspond aux exigences du décret n°2018-689 du 1^{er} août 2018.

Considérant que les crédits nécessaires à la dépense (commissions bancaires) seront prévus au Budget Eau Potable, il est demandé au Conseil municipal :

1/ D'approuver le principe du paiement en ligne des titres de recettes via le dispositif PayFip pour le budget Eau Potable.

2/ D'autoriser M. le Maire à signer la convention d'adhésion à PayFip et l'ensemble des documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 9 :

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : CONVENTION D'ADHÉSION AU SERVICE PAYFIP POUR LE BUDGET ASSAINISSEMENT

Vu l'article L. 1611-5-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 2018-689 du 1^{er} août 2018 relatif à l'obligation pour les administrations de mettre à disposition des usagers un service de paiement en ligne ;

Les collectivités territoriales doivent mettre à disposition des usagers un service de paiement en ligne permettant de régler leurs dettes par carte bancaire ou prélèvement depuis le 1^{er} juillet 2019.

Cette obligation répond aux attentes des usagers qui plébiscitent le recours à des moyens de paiement dématérialisés, diversifiés et accessibles à toute heure et distance.

Dans le cadre de la modernisation des services offerts à la population, il est proposé de valider et déployer ce dispositif particulièrement adapté au recouvrement des créances.

Il est à noter que la DGFIP prend en charge tous les frais de fonctionnement relatifs au gestionnaire de paiement CB et aux frais de rejets de prélèvement, et seuls le commissionnement lié à l'utilisation de la carte bancaire et d'éventuels frais liés à la gestion d'un portail internet incombent aux collectivités adhérentes.

Cette offre de paiement en ligne correspond aux exigences du décret n°2018-689 du 1^{er} août 2018.

Considérant que les crédits nécessaires à la dépense (commissions bancaires) seront prévus au Budget Assainissement, il est demandé au Conseil municipal :

1/ D'approuver le principe du paiement en ligne des titres de recettes via le dispositif PayFip pour le Budget Assainissement

2/ D'autoriser M. le Maire à signer la convention d'adhésion à PayFip et l'ensemble des documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 10 :

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : APPROBATION DU RAPPORT DE LA COMMISSION LOCALE D'ÉVALUATION DES CHARGES TRANSFÉRÉES 2023 – ANNEXES

Vu l'article L. 5211-5 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'article 1609 nonies C du Code général des impôts ;

Vu le Rapport définitif de la CLECT 2023 adopté par la CCRLCM ;

La Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT) qui est chargée d'évaluer les conséquences financières des transferts de compétence entre les EPCI et leurs communes membres s'est réunie le 7 décembre 2023. Le rapport définitif de la CLECT qui fixe le montant de l'attribution de compensation pour l'année 2023, ainsi que les documents relatifs, sont annexés à la présente délibération.

Ce rapport doit être approuvé par le Conseil Communautaire puis par les Conseils municipaux des communes membres.

En effet, les sommes qui sont reversées aux communes ou qui sont prélevées sur les communes par la CCRLCM doivent être répertoriées dans le compte administratif de chaque commune.

Il est rappelé qu'en application des dispositions du V de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, la CCRLCM verse à chaque commune membre une attribution de compensation qui ne peut être indexée.

Les attributions de compensation permettent de maintenir les équilibres budgétaires des communes membres et de leur Établissement Public de Coopération Intercommunale lorsqu'il y a transfert de compétences et de charges, dans le cadre de la fiscalité professionnelle unique. C'est une dépense obligatoire de l'EPCI.

Dans le cadre d'une fixation libre des attributions de compensation (art. 1609 nonies C-V-1bis du CGI), il est rappelé que les délibérations concordantes de l'EPCI et des communes intéressées doivent tenir compte de l'évaluation élaborée par la CLECT dans son rapport. Dans ce cadre, la CLECT, qui est chargée de procéder à l'évaluation des charges transférées afin de permettre le calcul des attributions de compensation, a voté son rapport définitif lors de sa réunion du 7 décembre 2023. Ce rapport a été transmis à chaque commune membre de la CCRLCM.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

1/ D'approuver le rapport définitif de la CLECT pour l'année 2023, tel qu'adopté le 7 décembre 2023.

2/ De valider le montant de l'attribution de compensation 2023 pour la commune qui s'établit à 1 504 349 € (colonne AC – ligne commune – de l'annexe 6 du rapport CLECT).

3/ De charger Monsieur le Maire, ou son représentant ayant reçu délégation, de notifier cette décision aux services préfectoraux.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 11 :

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : DÉCISION MODIFICATIVE N° 3 – BUDGET PRINCIPAL

Vu l'instruction budgétaire et comptable M 14,

Vu le CGCT et notamment son article L. 2313-1,

Vu la délibération n° 2023-053 du 12 avril 2023 approuvant le Budget Principal et les Budgets annexes Eau potable et Assainissement de l'exercice comptable 2023,

Vu la délibération n° 2023-129 portant sur la première décision modificative,

Vu la délibération n° 2023-149 portant sur la deuxième décision modificative,

La décision modificative n° 3 reprend des modifications budgétaires qui s'équilibrent à
+ 213 500,00 € :

BUDGET PRINCIPAL	DEPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT	146 500,00	146 500,00
INVESTISSEMENT	67 000,00	67 000,00
TOTAL	213 500,00	213 500,00

Dont écritures réelles	DEPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT	146 500,00	146 500,00
INVESTISSEMENT	67 000,00	67 000,00
TOTAL	213 500,00	213 500,00

Dont d'ordre	DEPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT	0,00	0,00
INVESTISSEMENT	0,00	0,00
TOTAL	0,00	0,00

Au global, ces écritures réelles et d'ordre sont équilibrées section par section et en totalité tant en dépenses et en recettes à hauteur de **+ 213 500,00 €**.

Le tableau synthétique ci-après présente les inscriptions budgétaires concernées par cette décision modificative n°3.

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Fonct°	Nature	Opérat°	Service	Ant.	Chap.	BP	DM N°3	crédit suite DM N°3	Libellé
020	63513				011	3 500,00	4 500,00	8 000,00	ajustements de crédits / Taxe sur les logements vacants
01	6541		RESS		65	5 000,00	2 400,00	7 400,00	ajustements de crédits / Créances admises en non-valeurs
01	6542		RESS		65	5 000,00	-4 500,00	500,00	ajustements de crédits / Créances éteintes
815	6247		SCOL	NAV	011	110 000,00	25 000,00	135 000,00	ajustements de crédits / Navettes scolaires
020	611		RESS		011	70 000,00	32 500,00	102 500,00	ajustements de crédits / gestion fin de contrat camping
020	6227		RESS		011	18 000,00	12 100,00	30 100,00	ajustements de crédits / Honoraires
413	611		CTM		011	0,00	9 500,00	9 500,00	ajustements de crédits / Accompagnement exploitat° piscine
020	611		COM	COURSREP	011	0,00	13 500,00	13 500,00	ajustements de crédits / Communication cours république
822	615231		STA	JARD	011	3 000,00	6 000,00	9 000,00	ajustements de crédits / entretien jardin public
212	615228		CTM	MIST	011	0,00	1 500,00	1 500,00	ajustements de crédits / travaux entretien école F. Mistral
824	60688		CTM		011	32 500,00	8 000,00	40 500,00	ajustements de crédits / matériels travaux en régie
810	60688		CTM		011	35 500,00	31 000,00	66 500,00	ajustements de crédits / matériels-équip. divers bâtiments
024	60688		CTM	NOEL	011	1 300,00	5 000,00	6 300,00	ajustements de crédits / matériels festivités de Noel
TOTAL						146 500,00			
RECETTES DE FONCTIONNEMENT									
Fonct°	Nature	Opérat°	Service	Ant.	Chap.	BP	DM N°3	crédit suite DM N°3	Libellé
01	7815		RESS		78	40 000,00	70 000,00	110 000,00	reprise sur provisions / comptes 15111 - 15721 et 1581
01	7817		RESS		78	20 000,00	34 000,00	54 000,00	reprise sur provisions / dépréciation actifs circulants
01	74127		RESS		74	385 000,00	22 500,00	407 500,00	ajustements de crédits / fonds de péréquation
422	7488		SCOL		74	52 200,00	20 000,00	72 200,00	ajustements de crédits / prestation sociale percue ALAE
TOTAL						146 500,00			
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT									
Fonct°	Nature	Opérat°	Service	Ant.	Chap.	BP	DM N°3	crédit suite DM N°3	Libellé
reversement T.A. des ZAE transférées à la CCRLCM / 2nd sem.									
01	10226		RESS		10	65 000,00	6 500,00	71 500,00	23
020	2188	211	STA	EGLI	21	0,00	6 500,00	6 500,00	ajustement de crédits / moteur orgue église
021	2051	211	RESS	HDV	21	15 000,00	8 000,00	23 000,00	ajustement de crédits / cyber sécurité - serveur mairie
90	2188	211	AERO	AERO	21	0,00	7 500,00	7 500,00	ajustement de crédits / climatiseur - caméra
823	2188	211	STA		21	5 941,42	4 100,00	10 041,42	ajustement de crédits / matériels serv. espaces verts
823	2151	239	STA		21	8 000,00	-4 100,00	3 900,00	réajustement de crédits
413	21318	223			21	480 000,00	-250 000,00	230 000,00	réajustement de crédits
810	21318	252	STA	BLA	21	0,00	150 000,00	150 000,00	ajustement de crédits / démolition immeuble Blacher
810	21318	252	STA		21	134 000,00	60 000,00	194 000,00	réajustement de crédits
810	2031	252	STA		20	229 947,20	-80 000,00	149 947,20	réajustement de crédits
314	2031	254	STA		20	0,00	3 500,00	3 500,00	ajustement de crédits /étude système aération cinéma
314	21318	254	STA		21	0,00	40 000,00	40 000,00	ajustement de crédits /travaux système aération cinéma
822	2031	255	STA	COURSREP	20	200 000,00	25 000,00	225 000,00	ajustement de crédits /étude cours république
822	2151	255	STA	COURSREP	21	0,00	240 000,00	240 000,00	ajustement de crédits /travaux cours république - pluvial
822	2151	255	STA		21	514 816,08	-150 000,00	364 816,08	réajustement de crédits
TOTAL						67 000,00			
RECETTES D'INVESTISSEMENT									
Fonct°	Nature	Opérat°	Service	Ant.	Chap.	BP	DM N°3	crédit suite DM N°3	Libellé
212	1321	234	STA	MIST	13	0,00	67 000,00	67 000,00	ajustement de crédits / subvent° trav. toiture école F. Mistral
TOTAL						67 000,00			

Considérant qu'il y a lieu de procéder à des ouvertures de crédits et à des virements de crédits,
il est demandé au Conseil municipal :

1/ D'approuver la décision modificative n° 3 du Budget Principal pour l'exercice 2023 s'établissant globalement à + **213 500,00 €** (deux cent treize mille cinq cents euros).

2/ D'autoriser M. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 12 :

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

OBJET : DÉCISION MODIFICATIVE N°1 – BUDGET ANNEXE EAU POTABLE

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

Vu l'instruction budgétaire et comptable M49,

Vu le CGCT et notamment son article L. 2313-1,

Vu la délibération n°2023-053 du 12/04/2023 approuvant le Budget principal et les Budgets annexes Eau potable et Assainissement de l'exercice comptable 2023.

La décision modificative n°1 correspond à un réajustement de crédit afin de couvrir le besoin généré par la passation du marché public concernant les travaux de réhabilitation et renouvellement du réseau AEP du Cours de la République. Ce réajustement est fixé à un montant de **140 000,00 €**.

BUDGET EAU POTABLE	DEPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT	70 000,00	70 000,00
INVESTISSEMENT	70 000,00	70 000,00
TOTAL	140 000,00	140 000,00

Dont écritures réelles	DEPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT	0,00	70 000,00
INVESTISSEMENT	70 000,00	0,00
TOTAL	70 000,00	70 000,00

Dont écritures d'ordre	DEPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT	70 000,00	0,00
INVESTISSEMENT	0,00	70 000,00
TOTAL	70 000,00	70 000,00

Pour le budget annexe EAU POTABLE vous trouverez ci-après les équilibres de la section de fonctionnement et d'investissement résultant de ces éléments.

Le tableau synthétique ci-après présente les inscriptions budgétaires concernées par cette décision modificative n°1 :

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Fonct°	Nature	Opérat°	Service	Ant.	Chap.	BP	DM N°1	crédit suite DM N°1	Libellé
	023				023	69 000,00	70 000,00	139 000,00	Virement à la S.I.
						TOTAL	70 000,00		
RECETTES DE FONCTIONNEMENT									
Fonct°	Nature	Opérat°	Service	Ant.	Chap.	BP	DM N°1	crédit suite DM N°1	Libellé
	70128				70	175 000,00	70 000,00	245 000,00	ajustements de crédits / surtaxe Eau Potable
						TOTAL	70 000,00		
DEPENSES D'INVESTISSEMENT									
Fonct°	Nature	Opérat°	Service	Ant.	Chap.	BP	DM N°1	crédit suite DM N°1	Libellé
	2151				21	379 043,89	105 000,00	484 043,89	réajustement de crédits / travaux cours république
	2031				20	50 000,00	-25 000,00	25 000,00	réajustement de crédits
	2188				21	16 620,00	-10 000,00	6 620,00	réajustement de crédits
						TOTAL	70 000,00		
RECETTES D'INVESTISSEMENT									
Fonct°	Nature	Opérat°	Service	Ant.	Chap.	BP	DM N°2	crédit suite DM N°2	Libellé
	021				021	69 000,00	70 000,00	139 000,00	Virement de la S.F.
						TOTAL	70 000,00		

Au global, ces écritures réelles et d'ordre sont équilibrées section par section et en totalité tant en dépenses et en recettes à hauteur de **140 000,00 €**.

Considérant qu'il y a lieu de procéder à des ouvertures de crédits et à des virements de crédits, il est demandé au Conseil municipal :

1/ D'approuver la décision modificative n° 1 du Budget Eau Potable pour l'exercice 2023

2/ D'autoriser M. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 13 :

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

OBJET : DÉCISION MODIFICATIVE N°2 – BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

Vu l'instruction budgétaire et comptable M49,

Vu le CGCT et notamment son article L. 2313-1,

Vu la délibération n°2023-66 du 23 avril 2023 portant sur la première décision modificative,

Vu la délibération n°2023-053 du 12 avril 2023 approuvant le Budget Principal et les Budgets annexes Eau potable et Assainissement de l'exercice comptable 2023,

La décision modificative n°2 correspond à un réajustement de crédit afin de couvrir le besoin généré par la passation du marché public concernant les travaux de réhabilitation et renouvellement du réseau AEP du Cours de la République.

Ce réajustement s'établit à un montant de 60 000,00 € selon les données du tableau ci-dessous :

BUDGET ASSAINISSEMENT	DEPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT	30 000,00	30 000,00
INVESTISSEMENT	30 000,00	30 000,00
TOTAL	60 000,00	60 000,00

Dont écritures réelles	DEPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT	0,00	30 000,00
INVESTISSEMENT	30 000,00	0,00
TOTAL	30 000,00	30 000,00

Dont écritures d'ordre	DEPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT	30 000,00	0,00
INVESTISSEMENT	0,00	30 000,00
TOTAL	30 000,00	30 000,00

Pour le Budget annexe Assainissement, vous trouverez ci-après les équilibres de la section de fonctionnement et d'investissement résultant de ces éléments.

Le tableau synthétique ci-après présente les inscriptions budgétaires concernées par cette décision modificative n°2 :

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Fonct°	Nature	Opérat°	Service	Ant.	Chap.	BP	DM N°2	crédit suite DM N°2	Libellé
	023				023	86 464,28	30 000,00	116 464,28	Virement à la S.I.
						TOTAL	30 000,00		
RECETTES DE FONCTIONNEMENT									
Fonct°	Nature	Opérat°	Service	Ant.	Chap.	BP	DM N°2	crédit suite DM N°2	Libellé
	70613				70	65 000,00	30 000,00	95 000,00	ajustements de crédits / P.R.E.
						TOTAL	30 000,00		
DEPENSES D'INVESTISSEMENT									
Fonct°	Nature	Opérat°	Service	Ant.	Chap.	BP	DM N°2	crédit suite DM N°2	Libellé
	2151	110			21	164 308,62	35 000,00	199 308,62	réajustement de crédits / travaux
	2031	110			20	54 647,72	-5 000,00	49 647,72	cours république
									réajustement de crédits
						TOTAL	30 000,00		
RECETTES D'INVESTISSEMENT									
Fonct°	Nature	Opérat°	Service	Ant.	Chap.	BP	DM N°2	crédit suite DM N°2	Libellé
	021				021	86 464,28	30 000,00	116 464,28	Virement de la S.F.
						TOTAL	30 000,00		

Au global, ces écritures réelles et d'ordre sont équilibrées section par section et en totalité tant en dépenses et en recettes à hauteur **60 000,00 €**.

Considérant qu'il y a lieu de procéder à des ouvertures de crédits et à des virements de crédits, il est demandé au Conseil municipal :

1/ D'approuver la décision modificative n° 2 du Budget Assainissement pour l'exercice 2023.

2/ D'autoriser M. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 14 :

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : AJUSTEMENT DE LA BALANCE DU COMPTE 16 – CORRECTION DU CAPITAL RESTANT DÛ DE LA DETTE SUR LE BUDGET PRINCIPAL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14,

Vu le compte de gestion 2022 – Budget principal,

Vu l'avis de Normalisation des Comptes publics n° 2012-05 du 18 octobre 2012 portant notamment sur la correction d'erreurs constatées sur des exercices antérieurs,

Vu le paragraphe III de la note DGFIP-DGCL du 12 juin 2014,

Le passif de la dette de la ville de Lézignan-Corbières (Budget Principal) est différent chez le comptable et l'ordonnateur d'un montant de 846 383,21 €.

Les services de la DGFIP et le service financier de la ville de Lézignan-Corbières ont procédé à des recherches pour clarifier cette différence, et souhaitent mettre fin à cette discordance.

Dans un souci de qualité comptable et dans l'optique du passage au Compte Financier Unique (CFU),

Considérant le fait que cette solution n'aura aucune incidence sur le résultat de l'exercice,

Il est demandé au Conseil municipal :

1/ De demander au comptable public de régulariser cette différence, par opération d'ordre non budgétaire (OONB), en intervenant sur la situation nette, à savoir d'effectuer :

- Un crédit du compte 1641 d'un montant de 846 383,21 €
- Un débit du compte 1068 d'un montant de 846 383,21 €

2/ D'autoriser M. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 15 :

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : SURAMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS

Vu l'article L 2321-2 27° du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14,

Vu la note interministérielle DGCL/DGFIP du 12 juin 2014 relative aux corrections d'erreurs sur exercices antérieurs,

Dans un souci d'harmonisation et d'amélioration de la qualité comptable, par application du principe de sincérité des comptes et du résultat de l'exercice budgétaire qui exige que les dotations aux amortissements des immobilisations soient inscrites au budget et soient constatées ;

L'analyse des comptes fait apparaître un solde créditeur aux comptes :

- 28182 : pour un montant de 539 523,26 €

- 28183 : pour un montant de 127 255,28 €

Ceux-ci sont supérieurs au solde débiteur des comptes 2182 et 2183.

Sachant que les amortissements ne peuvent toutefois être comptabilisés pour un montant supérieur à la valeur brute des immobilisations auxquelles ils se rapportent,

Sachant que les corrections sur exercices clos ne doivent pas avoir d'impact sur le résultat de l'exercice en cours duquel la correction intervient, il convient d'autoriser le comptable public de mouvementer, par opération d'ordre non budgétaire (OONB), le compte 1068 (au crédit) par les comptes concernés 28182 et 28183 (au débit) comme suit :

- Crédit du compte 1068 : 666 778,54 €

- Débit du compte 28182 : 539 523,26 €

- Débit du compte 28183 : 127 255,28 €

Considérant que pour assurer la neutralité de ces corrections, il est désormais obligatoire de corriger les erreurs sur exercices antérieurs par opération d'ordre non budgétaire par prélèvement sur le compte 1068,

Considérant que ces opérations sont neutres budgétairement pour la collectivité et qu'elles n'auront aucun impact sur le résultat de fonctionnement et d'investissement,

Il est demandé au Conseil municipal :

1/ D'autoriser le comptable à réaliser, par opération d'ordre non budgétaire (OONB) les opérations suivantes afin de régulariser les suramortissements constatés sur exercices antérieurs :

- Crédit du compte 1068 : 666 778,54 €

- Débit du compte 28182 : 539 523,26 €

- Débit du compte 28183 : 127 255,28 €

2/ D'autoriser M. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 16 :

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : REMBOURSEMENT DES FRAIS DE PERSONNEL PAR LES BUDGETS ANNEXES EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT AU BUDGET PRINCIPAL EXERCICE COMPTABLE 2023. GESTION DES FLUX COMPTABLES RECIPROQUES

Vu les instructions comptables M 14 et M 49,

Vu la délibération n° 2023-053 du 12 avril 2023 approuvant le Budget Principal et les Budgets annexes Eau potable et Assainissement de l'exercice comptable 2023,

Les Budgets annexes Eau potable et Assainissement sous instruction comptable M49 n'ont pas de personnalité juridique et donc de personnel affecté en propre.

Bien que ces deux services aient fait l'objet de délégation de service public auprès de VEOLIA EAU et de la SAUR (pour la partie assainissement depuis le 1^{er} août 2021), toute la gestion administrative et opérationnelle est effectuée par le personnel communal dont la rémunération est imputée sur le Budget principal. Ces services bénéficient donc pour certaines missions spécifiques du support en personnel des services relevant de l'administration générale, des finances et technique de la collectivité.

Dans un souci constant de transparence et afin de calculer au plus juste le coût de ces services publics à caractère industriel et commercial, ainsi que le montant de la redevance assainissement due par l'usager, il convient de faire rembourser chaque année, par les budgets annexes eau potable et assainissement collectif, les frais de personnel d'administration générale, des finances et technique supportés par le budget principal de la commune.

Considérant que les services eau potable et assainissement qui n'ont pas de personnalité juridique bénéficient pour certaines missions spécifiques du support en personnel des services relevant de l'administration générale, des finances et technique de la commune,

Considérant qu'il convient de déterminer les modalités de calcul de ces frais, lesquels sont calculés par application au bulletin annuel N-1 des agents concernés d'un taux en fonction du temps d'intervention de chacun sur ces services soit :

PÔLE	AGENT / GRADE	BASE DE CALCUL	TAUX affectation EAU POTABLE	TAUX affectation ASSAINISSEMENT
TECHNIQUE	DIRECTEUR DES SERVICES TECHNIQUES Ingénieur hors classe	rémunération brute chargée 2022 selon bulletin annuel	10%	10%
	RESPONSABLE DES RESEAUX Agent de maitrise		10%	10%
RESSOURCES	DIRECTRICE GENERALE ADJOINTE Attachée (sur 6 mois)		5%	5%
	AGENT COMPTABLE Adjoint administratif		10%	10%
ADMINISTRATION GENERALE	ADJOINT ADMINISTRATIF Adjointe administrative		10%	10%

MONTANT

24 823,48

24 823,48

Considérant que les montants ainsi calculés à rembourser au Budget principal s'établiraient à :

- Budget eau potable = **24 823,48 €** au titre de mise à disposition de personnel
- Budget assainissement = **24 823,48 €** au titre de mise à disposition de personnel

Il est proposé au Conseil Municipal :

1/ D'approuver les modalités de calcul des frais par application au bulletin annuel N-1 des agents concernés d'un taux fonction du temps d'intervention de chacun sur ces services.

2/ De valider les montants à rembourser par les budgets annexes pour l'exercice 2023 au budget principal selon les montants suivants :

- Budget annexe Eau potable : **24 823,48 €**

- Budget annexe Assainissement collectif : **24 823,48 €**

3/ De préciser que ces flux réciproques seront imputés sur les natures budgétaires suivantes :

- Budgets annexes : dépenses au compte 6215 « personnel affecté par la collectivité de rattachement »,

- Budget principal : recettes au compte 70872 « remboursement de frais par les budgets annexes »

4/ D'autoriser M. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 17 :

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : RESSOURCES HUMAINES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : CRÉATION D'EMPLOIS NON PERMANENTS POUR FAIRE FACE À DES BESOINS LIÉS À UN ACCROISSEMENT SAISONNIER ET À UN ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITÉ – EXERCICE 2024

Vu le Code Général de la Fonction Publique, et notamment ses articles L. 332-24 à L. 332-26,
Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Considérant qu'au cours de l'année, et pour permettre la continuité du service public, la commune peut avoir recours à des recrutements sur des emplois non permanents liés à ses besoins,

Considérant qu'en prévision de la période estivale, il est nécessaire de renforcer les services de piscines, service technique et service administratif,

Au cours de l'année, et pour permettre la continuité du service public, la commune peut avoir recours à des recrutements sur des emplois non permanents pour faire face à un besoin lié à un accroissement saisonnier et un accroissement temporaire d'activité dans les services municipaux (administratif, technique, ouverture de la piscine en saison estivale).

Les emplois non permanents occupés par des agents recrutés sous contrat à durée déterminée sont les suivants :

Pour les emplois saisonniers :

- au maximum 8 mensualités dans le grade adjoint administratif relevant de la catégorie hiérarchique C.

- au maximum 10 mensualités dans le grade adjoint technique relevant de la catégorie hiérarchique C.

- au maximum 6 mensualités dans le grade d'opérateur, relevant de catégorie C en tant que surveillant de baignade et de piscine.
- au maximum 12 mensualités dans le grade d'éducateur principal d'activités physiques et sportives, relevant de catégorie B en tant que maître-nageur sauveteur.

Pour les emplois liés à des accroissements temporaires d'activités :

- au maximum 1 ETP dans le grade adjoint administratif relevant de la catégorie hiérarchique C.
- au maximum 5 ETP dans le grade adjoint technique relevant de la catégorie hiérarchique C.
- au maximum 1 ETP dans le grade de rédacteur, relevant de catégorie hiérarchique B.

La rémunération des agents sera calculée par référence à l'indice du grade de recrutement.
En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- 1/ D'autoriser** pour l'année 2024, dans la limite des crédits prévus à cet effet, la création des emplois non permanents décrits ci-dessus ;
- 2/ De valider** l'inscription au budget, au chapitre 012, des crédits nécessaires à réalisation de cette délibération ;
- 3/ D'autoriser** M. le Maire à assurer la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 18 :

PÔLE : TRANQUILLITÉ PUBLIQUE

THÈME : PRÉVENTION ET SÉCURITÉ PUBLIQUE

RAPPORTEUR : WILLIAM COMBES

OBJET : CONVENTION PARTENARIALE ENTRE LA COMMUNE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES, LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE PYRÉNÉES ORIENTALES/AUDE ET LE SERVICE PÉNITENTIAIRE D'INSERTION ET DE PROBATION DE L'AUDE – ANNEXE

Vu l'article L. 2212.2 du Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 2021-218 du 26 février 2021 portant partie législative de l'ordonnance du 11 septembre 2019 du Code de la justice des mineurs,

La commune de Lézignan-Corbières participe depuis de nombreuses années avec la Direction Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (DTPJJ) Pyrénées-Orientales/Aude et le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation (SPIP) de l'Aude à la prévention de la délinquance, à l'optimisation des moyens par une augmentation du nombre de réponses concernant l'accueil des mineurs sous main de justice, en vue de leur réinsertion sociale et professionnelle, mais aussi en soutien d'actions et d'activités en faveur des personnes placées sous main de justice, qu'elles soient mineures ou majeures.

La convention annexée à la présente a donc pour objectif de traduire cette collaboration. La DDPJJ 66/11 et la SPIP 11 pourront faire appel à la commune de Lézignan-Corbières pour :

- L'exécution des peines et des mesures éducatives confiées par des magistrats (TIG, peines de stage, mesures de réparation, travail non rémunéré, stages de citoyenneté ou de formation civique).
 - Le déploiement d'activités d'insertion dans le cadre de chantier ou de stage de découverte de métiers.
 - Le déploiement de projets en lien avec la police municipale et le service de prévention de sensibilisation de jeunes aux incivilités, aux dépôts d'ordures sauvages...
 - L'association de la PJJ et du SPIP aux groupes de travail thématiques du CLSPD.
- Il est donc proposé au Conseil municipal :

1/ De valider cette collaboration entre la commune de Lézignan-Corbières d'une part, le SPIP 11 et la DTPJJ 66/11 d'autre part.

2/ D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention jointe en annexe, et toute mesure nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 19 :

PÔLE : DÉVELOPPEMENT ET POPULATION

THÈME : ÉCONOMIE ET COMMERCE DE PROXIMITÉ

RAPPORTEURE : SYLVIE DANRÉ

OBJET : AIDES A L'ÉCONOMIE. SOUTIEN À L'INSTALLATION PÉRENNE D'ENTREPRISES COMMERCIALES OU ARTISANALES EN CENTRE-VILLE

Par les délibérations n° 2018-031 du 27 mars 2018, n° 2019-144 du 13 novembre 2019 et n° 2021-139 du 13 décembre 2021, le conseil municipal a décidé de mettre en œuvre une aide directe à l'installation ou à la reprise d'entreprises commerciales ou artisanales en cœur de ville. Cette aide a pris la forme d'une subvention individuelle d'un montant total plafonné à 3 000 € dont la première partie, soit 1 500 euros, est versée au bout de 6 mois d'exercice effectif de l'activité, et la seconde, soit les 1 500 euros restants, après 12 mois.

Le 19 septembre 2022, la commission communale a donné un avis favorable au versement de la première partie de l'aide à l'installation en faveur de Marion FONTANILLE, gérante d'un commerce de lingerie et d'accessoires situé cours Lapeyrouse. Le 26 septembre suivant, le Conseil municipal a approuvé par délibération ce versement.

Le 24 avril 2023, la commission communale a donné de fait un avis défavorable au versement du solde de cette aide, Marion FONTANILLE ayant mis un terme à son activité commerciale le 1^{er} février 2023.

Il convient donc d'acter cette situation et de refuser définitivement le solde de l'aide en faveur de Marion FONTANILLE afin de libérer la somme initialement réservée et pouvoir ainsi la consacrer à une autre demande de subvention pour l'installation ou la reprise d'une entreprise en centre-ville.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

1/ De constater que Marion FONTANILLE ne remplit plus les conditions pour bénéficier du solde de l'aide directe à l'installation ou à la reprise d'entreprises commerciales ou artisanales en cœur de ville.

2/ D'affecter ainsi le montant de la somme dégagée à une autre demande de subvention du même type.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 20 :

PÔLE : DÉVELOPPEMENT ET POPULATION

THÈME : ÉCONOMIE ET COMMERCE DE PROXIMITÉ

RAPPORTEURE : SYLVIE DANRÉ

OBJET : AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL SUR LES DATES D'OUVERTURE DOMINICALE DES COMMERCES LOCAUX POUR L'ANNÉE 2024

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article L. 3132-26 du Code du travail,

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2023-202 du 8 novembre 2023 portant avis sur les ouvertures dominicales sur la commune de Lézignan-Corbières en 2024,

Le titre III de la loi n° 2015-990 du 6 Août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques a largement modifié le régime des exceptions au repos dominical des salariés.

Deux principes ont été introduits : le premier est que tout travail le dimanche doit donner droit à une compensation salariale, le second est qu'en l'absence d'accord des salariés, via un accord de branche, d'entreprise ou de territoire, le commerce ne peut pas ouvrir (dans les entreprises de moins de 11 salariés, cet accord doit être soumis à référendum).

Ces deux principes sont complémentaires et destinés à faciliter le dialogue social pour l'ouverture dominicale des commerces.

Depuis 2016, cette loi a porté de 5 à 12 au maximum le nombre des « dimanches du maire ». La liste des dimanches est arrêtée avant le 31 décembre, pour l'année suivante. Elle peut être modifiée dans les mêmes formes en cours d'année, au moins deux mois avant le premier dimanche concerné par cette modification.

L'arrêté du Maire qui fixe le nombre de dimanches doit être pris après consultation des organisations d'employeurs et de salariés intéressés, mais aussi :

- Après avis simple émis par le Conseil municipal,
- Et lorsque le nombre de dimanches excède le nombre de 5, après consultation de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre, à savoir la CCRLCM, qui doit rendre un avis conforme.

À défaut de délibération dans un délai de deux mois suivant sa saisine, cet avis est réputé favorable.

Au titre de l'année 2024, au regard des événements commerciaux et festifs se déroulant sur notre commune et susceptibles de générer un flux de clientèle locale ou de passage, il a été demandé par les organisations de commerçants de déroger au repos dominical pour 13 dimanches (8 pour les commerces de détail et 5 pour les commerces automobiles).

Considérant que la CCRLCM, par sa délibération du 8 novembre 2023, a rendu un avis favorable sur la demande d'autorisation d'ouvrir les commerces de Lézignan-Corbières pour les dimanches de 2024 listés ci-dessous,

Conformément aux dispositions de l'article L. 3132-26 du Code du Travail, le maire soumet à l'avis du conseil municipal, la liste des dimanches concernés, selon le calendrier suivant :

-Pour les commerces de détail, autres que l'automobile :

- Dimanche 31 mars 2024
- Dimanche 19 mai 2024
- Dimanche 26 mai 2024
- Dimanches 1^{er} – 8 – 15 – 22 et 29 décembre 2024

-Pour les commerces de détail automobiles, les dimanches correspondent aux actions commerciales des différents constructeurs (type portes ouvertes), à savoir :

- Dimanche 14 janvier 2024
- Dimanche 17 mars 2024
- Dimanche 16 juin 2024
- Dimanche 15 septembre 2024
- Dimanche 13 octobre 2024

Il est demandé au Conseil municipal de donner un avis favorable au calendrier proposé ci-dessus.

Il convient d'en délibérer.

TENEUR DES DISCUSSIONS

Monsieur le Maire ouvre la séance à 18h.

M. FORCADA : Messieurs et Mesdames bonsoir. Merci d'être là, nombreux, pour cette dernière séance du Conseil municipal de 2023. Le Secrétaire de séance, Monsieur Guy VIVÈS, va procéder à l'appel.

Guy VIVÈS : Bonsoir Messieurs-dames. *[Il est procédé à l'appel des présents.]*

M. FORCADA : Merci. La séance est ouverte.

Je donnerai en fin de séance la parole à notre camarade Rémy PÉNAVAIRE pour la question écrite.

FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

1 - Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 10 novembre 2023

Y a-t-il des remarques ? Pas de vote contre ? Pas d'abstention ? Je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité sans observation**

2 – Liste des décisions du Maire prises dans le cadre de l'article L. 2122-22 du CGCT par délégation du Conseil municipal

M. FORCADA : Deuxième dossier, ce sont les décisions du Maire. Il y en a quatre. La première décision concerne le droit de préemption urbain sur les dégâts enregistrés le 11 septembre 2023, reçu de Maître Jean-Charles DAVID, dont la propriété est celle des conjoints vacherie. L'acquéreur est Monsieur VERMEERSCHÉ Frédéric. C'est l'habitation 10, rue Molière, prix demandé 58 000 euros, numéro de commission à la charge du vendeur. Dans la mesure où cela est situé directement dans le périmètre du projet de requalification du centre-ville, la préemption de droit urbain mis en application au prix demandé.

La deuxième décision concerne l'attribution du marché de travaux de réhabilitation du réseau des eaux usées et renouvellement du réseau d'adduction d'eau potable du Cours de la République. Il est nécessaire d'établir un marché de travaux publics avec le candidat sélectionné, suite à l'analyse des offres reçues. La société Canalisation Corbières Minervois S2CM, pour un montant total de 394 786,80 euros hors taxes. L'exécution du marché débute à compter de la notification et prend fin à l'expiration de l'année de parfait achèvement. Le délai global prévisionnel d'exécution pour l'ensemble des travaux est de trois mois et demi.

La troisième, c'est la convention de mise à disposition d'un bien meublé, appartenant au domaine privé de la commune de Lézignan-Corbières à titre précaire et gracieux, à compter du 13 novembre 2023 et pour un mois d'une personne victime de violences intrafamiliales, au 6 rue du Château, c'est sur la place Cabrié. Cela fait partie des appartements que nous avons rénovés et mis à disposition, principalement à des victimes de violences.

Et la dernière, c'est la modification de convention de mise à disposition d'un local communal, situé 18 rue Saint-Just, qui avait été donné à titre gracieux à la JSL. Comme la JSL fait partie

de la Maison des Jeunes, c'est la Maison des Jeunes qui doit être preneuse de ce bâtiment. Il s'agit donc de la modification de la note. Voilà, j'en donne acte.
Oui, Monsieur DENARD ?

M. DENARD : Merci, Monsieur le Maire. Bonsoir, Messieurs-dames. Je voulais intervenir sur la décision numéro 2023-59 que vous venez de lire. Vous mentionnez : « annulation de la décision 2023-53 » qui a été donnée dans le dernier Conseil municipal, alors que pour cette décision, vous citez le local communal, une convention qui concerne la Maison des jeunes, la JSL, et à titre gracieux, et vous donnez des coordonnées du cadastre n° 329, section AV. Celle qui est annulée, la 2023-53, concerne autre chose : une convention.

M. FORCADA : C'est une erreur de frappe, Monsieur DENARD, c'est la 51.

M. DENARD : D'accord. C'est ce que je voulais savoir, sinon cela posait question.

M. FORCADA : Vous avez été bien observateur. Félicitations.

M. DENARD : Donc il n'y a pas de dénomination concernant la présente décision ?

M. FORCADA : Pas du tout, c'est la 51 et cela concernait bien la JSL. C'est la Maison des jeunes qui prend au lieu de la JSL. C'est uniquement cela. Merci pour votre observation.
Un complément ?

M. PÉNAVAIRE : Merci, Monsieur le Maire. Mesdames et Messieurs les adjoints, Mesdames et Messieurs les Conseillers municipaux, chers collègues. Il me semble, Monsieur le Maire, que nous avons voté favorablement pour les délégations que vous avez, et nous le reconnaissons très favorablement. Par contre, une petite remarque concernant l'attribution du marché des travaux. Il y a une commission des marchés publics, il me semble, le bien-fondé de la chose : quand nous avons une somme de 394 787,80 euros, il est de bon conseil d'avoir une commission qui puisse apporter des éléments de compréhension et d'analyse, sachant que vous n'avez pas l'obligation. Mais il me semble raisonnable, surtout dans la situation actuelle, surtout devant tout ce qu'il se passe, c'eût été de bonne forme de le faire. Je vous remercie, Monsieur le Maire.

M. FORCADA : Merci pour votre observation.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil municipal**

Prend acte sans observation du compte-rendu des décisions citées ci-dessus, prises en vertu de la délibération n°2020-167 du 24 septembre 2020.

GESTION DU DOMAINE FONCIER COMMUNAL

3 - Convention de servitude de passage avec Enedis sur la parcelle cadastrée AS 0168, chemin de Cantarane

M. VIVÈS : Vous êtes en possession d'une annexe concernant la convention de servitude. Vu les articles L. 2122-4, L. 2131-1 et L. 2132-2 du Code général de la propriété des personnes publiques, vu l'article 639 du Code civil, vu les articles R. 323-1 et D. 323-16 du Code de l'énergie, dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau

électrique de distribution publique, Enedis projette de mettre en place 25 mètres de câbles souterrains basse tension A240 Al à poser sur la parcelle cadastrée section AS 0168, dont la commune est propriétaire.

Pour ce faire, il est nécessaire que la commune passe la convention de servitude placée en annexe avec Enedis afin de lui permettre de réaliser cette opération. Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de servitude annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser monsieur le Maire à signer cette convention et toutes mesures nécessaires à sa mise en œuvre.

M. FORCADA : Des observations, des remarques ?

Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée, je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

M. Guy Vivès, la suite.

4 - Intégration des voies, espaces libres et réseaux de lotissements dans le domaine public communal - Modification

M. VIVÈS : Vu la délibération n° 2023-94 du Conseil municipal en date du 27 juin 2023, par laquelle l'assemblée délibérante a donné un avis favorable à l'intégration des voies, espaces libres et réseaux de lotissements dans le domaine public communal.

Considérant que Monsieur Jean-Jacques SALE lotisseur, demande l'intégration des voies, espaces libres et réseaux du lotissement Vidal, rue Peire-Vidal dans le domaine public communal, considérant que Monsieur Habib TARI, président de l'Association syndicale du lotissement, demande l'intégration des voies, espaces libres et réseaux du lotissement Le Bacchus 3, chemin de Sérème-Sud, rue Antonio Vivaldi et Maurice Ravel dans le domaine public communal.

Considérant que les voies et espaces libres du lotissement Vidal et du lotissement Le Bacchus 3 ont vocation à être utilisées par tous les usagers, au-delà des riverains.

Considérant que plus de 80 % des lots de ces lotissements qui sont destinés à l'habitation sont construits.

Considérant aussi que le Conseil municipal du 27 juin 2023 avait délibéré favorablement.

Considérant cependant que des travaux de remise en état des trottoirs et de certains tampons de visite réseau devaient être entrepris dans le lotissement Vidal, il est proposé au Conseil municipal :

- de donner un avis favorable à l'incorporation dans le domaine public communal sans indemnités des voies, réseaux et espaces libres cadastrés comme suit : numéros cadastraux, superficie, conformément aux dispositions de l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme et L. 141-3 du Code de la voirie routière, le lotissement Le Bacchus 3, avec une parcelle AV 216 de 1 388 mètres carrés, la voirie, AV 217 95 mètres carrés, l'accès

au bassin de rétention, AV 218, 1 132 mètres carrés, le bassin de rétention, et AV 219, l'accès piéton au chemin rural n° 71 ;

-de reporter à plus tard, en revanche, l'intégration du lotissement Vidal après la constatation de réalisation de travaux de remise en état des trottoirs et tampons de visite réseau ;

-d'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à cet effet, notamment l'organisation de l'enquête publique préalable à ce transfert ainsi que la nomination d'un commissaire enquêteur.

M. FORCADA : Des observations ou des questions ?

Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée. Je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

5 – Cession de biens immobiliers communaux – modification

La ville de Lézignan-Corbières est propriétaire d'une parcelle de terrain d'une superficie de 2 435 mètres carrés, située à l'angle des avenues du Maréchal Gallieni et Léon Bourgeois à Lézignan-Corbières, comportant deux ensembles bâtis indépendants avec parking, cadastrée en section AH sur le n° 34. Deux bâtiments actuellement loués à plusieurs structures de type associatif sont implantés sur cette parcelle, ainsi que des équipements d'un nœud de raccordement optique (NRO), mis en place par le SYADEN dans le cadre du déploiement de la fibre optique sur le territoire.

Un laboratoire d'analyses de biologie médicale a manifesté son intérêt pour acheter une partie de cette parcelle. Dans sa délibération N° 2022-170 en date du 8 décembre 2022, le Conseil municipal a décidé de procéder à la division de la parcelle cadastrée en section AH sur N° 34 en trois nouvelles parcelles, selon la logique suivante :

- Une parcelle d'environ 58 mètres carrés sur laquelle est implanté dans le NRO, le nœud de raccordement optique qui resterait la propriété de la commune ;
- Une parcelle comprise entre 700 et 800 mètres carrés représentant la partie nord de la parcelle actuelle ;
- Une parcelle comprise entre 1 550 et 1 700 mètres carrés ayant façade sur l'avenue Maréchal Gallieni qui serait cédée à MediLab ou toute structure s'y substituant pour un montant de 200 000 euros, y compris la commission de négociation, afin d'y construire un laboratoire d'analyse de biologie médicale.

Les surfaces définitives de chaque parcelle seront fixées par un futur document d'arpentage. Dans une correspondance en date du 29 novembre 2023, la société Inovie MediLab, laboratoire de biologie médicale, a demandé à la commune de revoir le prix de vente afin de prendre en considération la hausse de l'inflation, notamment celle du coût des matériaux. La requérante a fait une proposition d'achat à hauteur de 180 000 euros au lieu des 200 000 prévus dans la délibération 2022-170 du 8 décembre 2022.

Considérant l'intérêt pour la commune de permettre l'installation d'activités médicales sur le territoire communal, il est donc proposé au Conseil municipal :

- de modifier la délibération en question uniquement en ce qui concerne le prix ;
- de valider la vente à hauteur de 180 000 euros au lieu de 200 000 euros prévus initialement ;
- de m'autoriser à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Des questions ? Monsieur PÉNAVAIRE ?

M. PÉNAVAIRE : Monsieur le Maire, je voudrais intervenir sur cette délibération qui interroge, puisque quand nous l'avons votée pour la première fois le 8 décembre 2022, elle comprenait notamment la vente de MLOA pour 150 000 euros, vente aujourd'hui abandonnée, semble-t-il, du fait du désistement de cet acheteur. Elle compromet aussi une vente pour 200 000 euros à une entreprise, la société Inovie MediLab, laboratoire de biologie médicale, au chiffre d'affaires de 400 millions d'euros, ce que j'ai trouvé sur Internet, un prix de 200 000 euros décidé après une réunion de la commission des négociations, prix que j' imagine fixé après une estimation des domaines et une négociation.

Vous nous demandez aujourd'hui de voter pour accepter de baisser le prix de vente de 10 %, soit un bonus de 20 000 euros pour une entreprise dont j'ai appelé le chiffre d'affaires actuel, en raison de l'augmentation des coûts matières premières, sans tenir compte de l'inflation, et au total, nous déplorons une perte de recettes globales de 170 000 euros sur cette vente de biens communaux, d'ailleurs, sur laquelle le rapporteur de la délibération de l'époque, pour assumer les dépenses de l'aménagement pour la voie publique, sans recourir à l'emprunt.

Cette délibération interroge et interpelle. Elle dote aux membres, à tout prix, une partie de notre territoire et de notre patrimoine communal ? Et est-il une bonne politique de céder à ce qui s'apparente quand même à un chantage de la part d'un grippe-sou, au chiffre d'affaires de 400 millions d'euros et qui est capable de s'asseoir sur une négociation conclue il y a seulement un an ?

M. FORCADA : Je vais vous répondre à cette observation.

Si vous regardez le bilan global du groupe, c'est une chose, mais ce sont des bilans qui sont individualisés qui ne sont pas les mêmes pour chaque entité qui développe l'activité de laboratoire biologique. Ça, c'est le premier point, donc nous ne pouvons pas les comparer. Par contre, l'évaluation qui a été faite par les Domaines est celle qui a été, non pas négociée, mais acceptée par l'acquéreur il y a un an de cela. Donc nous n'avons pas négocié autre chose que le prix évalué par les Domaines.

Si je reviens là-dessus, je comprends parfaitement, et nous en sommes aussi les victimes, de l'ensemble des travaux qui sont réalisés sur la commune, avec l'évolution des prix des matières premières pour l'essentiel, des services aussi. Je vois mal comment, aujourd'hui, nous nous priverions, certes, de 20 000 euros, nous nous passerions surtout d'une installation et de création d'emploi d'un laboratoire d'analyses médicales. Il servira quand même une bonne partie de ce territoire.

Quand vous dites qu'il y a un manque à gagner de 170 000 euros, ce n'est pas vrai puisque, certes, si la Mission locale a décidé de faire un autre choix que celui de l'acquisition, il y a

d'autres candidats à l'acquisition. Aujourd'hui, je ne peux pas en dire plus puisqu'il n'y a pas de conclusion de l'affaire, mais nous sommes sur les mêmes bases que celles de la MLOA. Donc dans les semaines, les mois à venir, j'espère que nous aurons une suite positive pour la cession du deuxième bien.

C'est vrai qu'il y aura un prix négocié sur le premier, mais dans tous les cas, il est conforme à la règle, à la loi, et donc à l'observation de l'agence qui a fait l'évaluation du bien, c'est-à-dire les Domaines.

Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci. Adopté.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré**

Approuve à la majorité

Par 22 voix pour (de M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVÈS, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, , Mme Mireille SANTINI, du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible » ; de M. Jean-Paul PUJOL, Mme Valérie FERRET, Mme Ginette BARRAU-FERRET et M. Fabrice CASTELEYN, sans étiquette), 1 abstention (de Mme Françoise BAROUSSE du groupe « Expérience et Progrès pour Lézignan ») et 8 voix contre (de M. Bernard FUMET, Mme Sylvie FUMET du groupe « Lézignanais de cœur », et de M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Béatrice ARNAUD, Mme Marie-Claude MARTINEZ du groupe « Expérience et Progrès pour Lézignan »)

FINANCES

6 - Admission de créances en non-valeurs et créances éteintes – Annexe

C'est la litanie, toujours en fin d'année, nous faisons quelques régularisations. Vous en êtes habitués.

Nous avons sur l'exercice 2019 à 2021, des créances à mettre en non-valeurs dans le cadre de l'apurement périodique des comptes entre l'ordonnateur et le comptable. Le receveur des finances du SGC de Narbonne a proposé l'admission en non-valeurs d'un certain nombre de créances détenues par la ville sur des débiteurs, dont l'insolvabilité ou la disparition sont établies.

Ces admissions en non-valeurs entrent dans la catégorie des actes de renonciation et de libéralités qui, en vertu de l'article L. 2541-12 et L. 2541-9 du Code général des collectivités territoriales, sont soumises à la décision du Conseil municipal. Le montant des recettes à admettre en non-valeurs ou en créances éteintes s'élève, pour une créance de 2019 à 2021 : 7 373,12 euros et des créances éteintes, toujours sur la même période : 499,94 euros.

À l'appui de ces demandes et avec le concours de service ordonnateur, le receveur de Narbonne fournit les justificatifs qui permettent de proposer cette admission en non-valeurs et en créances éteintes.

Il est donc demandé au Conseil municipal

-de pallier ces créances admises en non-valeurs pour les exercices 2019 à 2021 pour le compte 6541 pour un montant de 7 373,12 euros, conformément aux justificatifs joints,

et de pallier ces créances éteintes toujours sur la même période, le compte 6542, pour un montant de 499,94 euros, conformément aux justificatifs joints ;
-de m'autoriser, bien sûr, à conclure toutes les formalités.

La plupart sont des loyers et bien sûr des problèmes d'insolvabilité concernant les engagements périscolaires, scolaires, etc. Madame BAROUSSE ?

Mme BAROUSSE : Un point de détail : il serait pratique que nous ayons la liste de ces biens qui sont admis en non-valeurs.

M. FORCADA : Elle est disponible. Pas de problème, nous pourrions vous la communiquer.

Mme BAROUSSE : Je vous remercie.

M. FORCADA : Je passe au vote s'il n'y a pas d'autres questions. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité. Je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

7 - Adhésion à la Fondation du patrimoine pour l'année 2024 – Annexe

Il vous est proposé l'adhésion pour l'année 2024 de la commune de Lézignan-Corbières à la Fondation du patrimoine, une fondation qui accompagne les propriétaires, collectivités, particuliers, associations, afin de trouver des financements pour préserver leur patrimoine culturel.

Considérant le souhait de la municipalité de renforcer l'efficacité, l'efficacité et la viabilité des politiques publiques menées, considérant que les crédits nécessaires seront inscrits au budget, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver l'adhésion sur l'exercice 2024 de la commune à la Fondation du patrimoine pour un montant de 500 euros ;
- de m'autoriser à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

Des questions ? Pas d'observations ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

8 - Convention d'adhésion à PayFiP pour le Budget Eau potable

La première : les collectivités territoriales doivent mettre à disposition des usagers un service de paiement en ligne permettant de régler leurs dettes par carte bancaire au prélèvement depuis le 1^{er} juillet 2019. Cette obligation répond aux attentes des usagers qui plébiscitent le recours à des moyens de paiement dématérialisés, diversifiés et accessibles à toute heure et distance.

Dans le cadre de la modernisation des services offerts à la population, il est proposé de valider et de déployer ce dispositif particulièrement adapté au recouvrement des créances. Il est à noter

que la DGFIP prenne en charge tous les frais de fonctionnement relatifs aux gestionnaires de paiement carte bleue et aux frais de rejet de prélèvement, et seul le commissionnement lié à l'utilisation de la carte bancaire et d'éventuels frais liés à la gestion d'un portail Internet incombe aux collectivités locales. Cette offre de paiement en ligne correspond aux exigences du décret 2018-689 du 1^{er} août 2018.

En considérant que les crédits nécessaires à la dépense, commissions bancaires, seront prévus au Budget eau potable, il est demandé un Conseil municipal :

- d'approuver le principe du paiement en ligne des titres de recettes via le dispositif PayFiP pour le budget d'eau potable ;
- de m'autoriser à signer la convention d'adhésion à PayFiP et l'ensemble des documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Des remarques ou des observations ? Il s'agit d'un renouvellement.

Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

9 - Convention d'adhésion à PayFiP – Budget Assainissement

Dans le même titre pour le budget assainissement. Je vous fais grâce du même texte qui est absolument identique. Je vous demande d'approuver le même principe que le précédent.

Pas d'observations ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée. Je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

10 - Approbation du rapport de la CLECT 2023 et fixation libre de l'attribution de compensation – Annexes

La Commission s'étant réunie hier en présence de tous ses représentants intercommunaux.

La Commission locale d'évaluation des charges transférées, la CLECT, qui est chargée d'évaluer les conséquences financières des transferts de compétences entre les EPCI et leurs communes membres s'est réunie hier 7 décembre 2023. Le rapport définitif qui fixe le montant de l'attribution de compensation pour l'année 2023 ainsi que les documents relatifs sont annexés à la présente délibération. Ce rapport doit être approuvé par le Conseil communautaire puis par les conseils municipaux des communes membres. En effet, les sommes réservées aux communes ou qui sont prélevées sur les communes, par la Communauté de Communes, doivent être répertoriées dans les comptes administratifs de chaque commune. Il est rappelé qu'en application des dispositions du Code général des impôts, la Communauté de Communes de la région Lézignanaise Corbières Minervois verse à chaque commune membre une attribution de compensation qui ne peut être indexée.

Les attributions de compensation permettent de maintenir les équilibres budgétaires des communes membres et de leur établissement public de coopération intercommunale, lorsqu'il y a transfert de compétences et de charges. Dans le cadre de la fiscalité professionnelle unique, c'est une dépense obligatoire de l'EPCI. Dans le cadre d'une fixation libre des attributions de

compensation, article 1609 nonies du Code général des impôts, il est rappelé que les délibérations concordantes de l'EPCI et des communes intéressées doivent tenir compte de l'évaluation élaborée par la CLECT dans son rapport. Dans ce cadre, la commission qui est chargée de procéder à l'évaluation des charges transférées, afin de permettre le calcul des attributions de compensation, a voté son rapport définitif lors de sa réunion du 7 décembre 2023.

Ce rapport a été transmis à chaque commune membre de la Communauté de Communes. Il est donc proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le rapport définitif de la CLECT pour l'année 2023 tel qu'adopté le 7 décembre 2023, c'est-à-dire hier ;
- de valider le montant de l'attribution de compensation pour la commune qui s'établit pour cette année à 1 504 349 euros. Vous l'avez sur la colonne AC de la ligne « commune » de l'annexe 6 du rapport CLECT.
- et donc de me charger de notifier cette décision aux services préfectoraux, que je m'engage, bien sûr, à réaliser.

Des commentaires ? Donc je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

[Interruption de la séance]

M. IFCIC : Monsieur le Maire, un élément matériel. Désolé de vous interrompre. Mais j'ai d'abord besoin qu'il y ait formellement un vote sur le rapport de la CLECT et il faut faire un deuxième vote spécifique sur la somme qui est attribuée à la ville, s'il vous plaît.

[Reprise des débats]

M. FORCADA : Alors, je reprends pour le premier vote : nous approuvons le rapport définitif. Je repose à la question. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

Et nous demandons de valider le montant de l'attribution qui est de 1 504 349 euros. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité aussi, je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

11 - Décision modificative n° 3 - Budget Principal

Une décision modificative, dont vous connaissez le principe, concernant le budget principal pour un montant de 213 500 euros. Vous avez vu les détails dans les annexes, concernant la rallonge notamment pour les navettes scolaires, pour le pluvial également, pour les travaux. Si vous avez des questions ? Monsieur PUJOL ?

M. PUJOL : Merci. Bonsoir à tous.

Je voulais simplement savoir si vous avez pu nous donner des explications concernant une ligne de cette décision modificative, dans les dépenses de fonctionnement : 102 500 euros « Gestion de fin de contrat de camping ». Il est difficile de savoir si cette somme est entièrement dédiée au camping. C'est un montant important et quand on connaît la situation de notre camping municipal dont le contrat de gestion est obsolète depuis déjà de nombreuses années, qu'il ne génère aucun profit pour la ville et pour la commune bien sûr, vous comprendrez qu'un tel montant suscite une interrogation.

Ma deuxième question, ou remarque, concerne une écriture en dépenses d'investissement : le reversement du 80-20 de la taxe d'aménagement à la CCRLCM. C'est la deuxième décision modificative qui abonde ce compte. Nous sommes aujourd'hui à 71 500 euros. Ce n'est peut-être pas terminé puisque la clôture est au 15 décembre, il y a peut-être encore des écritures à passer... 71 500 euros qui n'alimenteront plus les recettes de la commune. C'est quand même beaucoup. Et pour le futur, nous pouvons nous interroger : quid des conséquences du pacte financier et fiscal que vous avez laissé faire sans réserve ? Quid du montant de la taxe de séjour ? Mais vous n'y pouvez rien, cela va être captée par l'intercommunalité en 2024. L'addition de tous ces montants représentera *in fine* une somme conséquente dont devra se passer notre budget, et cela au nom de l'intérêt communautaire. Je pense que l'intérêt communautaire a souvent bon dos, surtout quand c'est le même qui paye.

Je ne pense pas que le versement de la contribution de solidarité de 65 000 euros, dont la pérennité est liée à l'engagement de la CCRLCM sur les deux années qui viennent... Vous connaissez ma position par rapport aux engagements de la CCRLCM. Nous en avons tous les deux essuyé les plâtres en début de mandat et nous avons appris qu'une simple contradiction politique, aussi futile soit-elle, pouvait remettre en question un engagement.

Vous avez également parlé de la troisième écriture, au chapitre des dépenses d'investissement. Le montant de réajustement de crédits de 240 000 euros, *a priori*, pour la réfection du pluvial. Est-ce un oubli dans le cahier des charges ? Est-ce une mauvaise estimation des travaux et cela viendra-t-il majorer le budget du projet que nous avons voté dans un précédent conseil ? Merci.

M. FORCADA : Pour le pluvial, ce n'était pas prévu au départ et je crois que vous avez été quand même acteur, Monsieur PUJOL, en tant que responsable ...

M. PUJOL : ...Je ne le nie pas.

M. FORCADA : ...Et vous avez aussi voté...

M. PUJOL : ...Mais est-ce que cela majorera le budget ?

M. FORCADA : Et vous avez aussi voté de façon positive toutes les délibérations du Conseil intercommunal.

M. PUJOL : Certainement, mais dans l'intérêt du groupe majorité, Monsieur le Maire, et dans le respect de la charte du groupe majorité. Mais j'ai quand même émis beaucoup de réserves lors des négociations. Vous ne pouvez pas le nier.

M. FORCADA : Sur l'ensemble de ces modifications, c'est vrai que certains points soulevés sont assez étonnants, mais cela mériterait aussi de les revoir. Je ne crois pas qu'il y ait, concernant les modifications pour équilibrer les dépenses qui sont transparentes, bien sûr, vous avez tous les détails sur le dossier annexe 11. Vous avez les chiffres qui sont repris pour la rallonge des navettes scolaires, je le disais tout à l'heure. La taxe sur les logements vacants aussi. Vous avez tout le détail qui prévoit l'ajustement, comme cela se fait en matière comptable, pour qu'un équilibre soit parfait à la fin de l'année.

Concernant les travaux réalisés, rien de nouveau, à part la partie pluviale qui n'avait pas été évaluée dans un premier temps, pourtant indispensable pour la réalisation du Cours de la République.

Le réajustement des crédits se fait par équilibre. Vous avez tous les détails qui sont repris et qui peuvent vous intéresser. Je dirais que là-dessus, il n'y a pas de sujet particulier. Cela prouve que la gestion est saine et que la comptabilité, si nous allons encore plus loin, nécessite d'être très observateurs, puisqu'il y a pas mal de régularisations qui sont faites sur les revenus passés.

M. PUJOL : Je m'excuse, Monsieur le Maire, pouvez-vous vous me répondre sur le camping, s'il vous plaît ? À quoi servira la somme de 102 000 euros ?

M. FORCADA : Sur le camping, nous avons mis fin au contrat ou à l'absence de contrat qui liait la commune et l'exploitant au 31 octobre et nous avons engagé les démarches nécessaires pour qu'une DSP soit mise en œuvre. Vous aurez donc cela lors des prochains conseils municipaux. Nous avons mis fin au contrat avec une évaluation qui a été faite par huissier, un constat de l'ensemble des biens. Si vous en voulez un exemplaire, cela fait 800 pages. C'est assez costaud. Tout y est.

La suite est au quotidien et nous rentrons petit à petit dans la légalité, puisque nous étions en totale illégalité, avec une absence de contrat liant l'exploitant et le propriétaire. Donc les 102 000 euros...

[Interruption pour qu'un membre du personnel administratif donne des explications détaillées sur la somme de 102 000 euros].

M. FORCADA : On va vous donner l'expertise du comptable...

Un intervenant (membre du personnel administratif) : Un complément d'information concernant la ligne imputée « 020 / 611 / Ressources / Chapitre 011 ». Concernant ce qui a été positionné pour la gestion de la fin du contrat du camping, ce ne sont pas 102 500 euros, c'est uniquement 32 500 euros. Il faut savoir que cette ligne-là, comme vous pouvez le constater, n'a pas d'antenne. C'est une ligne générique sur laquelle il n'y a pas d'analytique. La précision qui a été faite dans le libellé, c'est pour vous expliquer que l'augmentation des 32 500 euros sert à la gestion du contrat de fin de camping. Ce ne sont pas 102 500 euros qui vont être affectés pour l'opération camping.

M. FORCADA : Merci, Christian.

Un intervenant : Et pour revenir aussi en matière d'investissement concernant le positionnement des 240 000 euros concernant les travaux pour le pluvial, pour le public, à l'image de ce que je viens de vous expliquer sur la section de fonctionnement, sur la section

d'investissement, c'est identique. Ce n'est qu'une question d'amélioration de comptabilité analytique puisque, comme vous pouvez le constater, l'avant-dernière ligne pour « République, positionnement, 240 000 », les mêmes indications génériques sur lesquelles sont positionnés les principaux travaux, c'est-à-dire les travaux sur la commune, comme vous le constatez, nous avons positionné 240 000, nous avons fait un vase communicant, nous avons enlevé 150 000 pour pouvoir les faire remonter. Et nous avons joué sur le différentiel, bien évidemment, avec un jeu d'équilibre sur la section de dépenses et ce qui nous manquait en abondant sur un besoin en recettes pour pouvoir faire l'équilibre à 67 000 euros dans la section d'investissements.

[Reprise des débats]

M. FORCADA : Avez-vous des questions ? Madame BAROUSSE ?

Mme BAROUSSE : J'avais un peu les mêmes interrogations que Monsieur PUJOL sur la fin de la gestion du camping. Il fallait effectivement faire quelque chose par rapport à cette gestion, je suis d'accord. Si vous vous orientez vers une délégation de service public, est-ce que vous avez déjà choisi un cabinet ? Si oui, lequel ? Est-ce que vous avez déjà produit des études par rapport au futur de cette gestion du camping ?

M. FORCADA : Non, il n'y a pas encore d'études. Je vous ai dit que le constat avait été fait puisque c'était au 31 octobre. Nous avons respecté les délais, évidemment, pour établir la totalité du contenu, mais nous n'avons pas encore lancé la DSP. Nous avons un cabinet qui travaille dessus pour pouvoir faire l'évaluation et bien sûr lancer cette dernière, j'espère, le plus vite possible. Vous serez informés, bien entendu, des candidatures et ensuite du candidat qui sera retenu, bien évidemment.

Mme BAROUSSE : Une question qui porte sur une somme relativement minime et qui s'élève à 9 500 euros, toujours sur les dépenses de fonctionnement. C'est l'accompagnement à l'exploitation de la piscine en fonctionnement. À quoi cela correspond-il ? C'est du personnel, du conseil ?

M. FORCADA : Prestations de services.

[M. Forcada donne la parole au Directeur général des services pour apporter une précision.]

M. IFCIC : C'est une société qui nous aide et nous conseille en matière de qualité de suivi de l'eau. L'attributaire est une société qui est la suite du groupe SNERA, qui était notre prestataire de services précédemment.

Mme BAROUSSE : Et c'est une aide qui sera pérenne ?

M. IFCIC : Il y a des chances que oui, vu la qualité et le pointu du suivi de qualité d'eau.

[Reprise des débats]

Mme BAROUSSE : Très bien, je vous remercie pour votre réponse. Je vais parler des recettes de fonctionnement. Je vois qu'il y a des reprises sur provisions de 110 000 euros et de 54 000 euros, ce qui fait 164 000 euros, qui viennent du fonds de provisionnement. Ce fonds de provisionnement inscrit au compte administratif est à hauteur de 214 000 euros depuis 2019, si je ne me trompe pas. Il n'y a pas eu de nouveaux

provisionnements sur ce fonds, mais en le ponctionnant de 164 000 euros, il ne restera plus que 50 000 euros sur ce fonds de fonctionnement. Un fonds de provisionnement sert aussi à la gestion de risque, aux contentieux, et aussi aux admissions en non-valeurs. C'est sûr que nous admissions en non-valeurs ne sont pas très importantes, par contre, qu'en est-il des contentieux ? Qu'en est-il de la gestion des risques ? Je suppose que les admissions en non-valeurs, puisque nous les avons soldées jusqu'en 2021, il n'est pas possible de savoir ce qui nous attend pour 2022 et 2023, et cela ne sera sûrement pas énorme, j'espère. Par contre, où en sommes-nous des contentieux ? Et la gestion du risque : avons-nous des risques actuellement ?

[Interruption de la séance pour qu'un membre du personnel administratif donne des explications détaillées]

Un intervenant (membre du personnel administratif) : Concernant les mouvements qui ont été faits sur les reprises de provisions, ce n'est pas uniquement en simple reprise. C'est bien évidemment en adéquation avec le SGC de Narbonne sur l'établissement, si vous me permettez l'expression, d'une meilleure qualité comptable. Les provisions doivent être bougées et doivent être réactualisées en fonction des véritables besoins, que ce soit provisions pour litiges, pour x raisons... Le simple fait de les avoir positionnés là, c'est pour bien évidemment les matérialiser et les repositionner après coup sur notre Conseil municipal, quand ils seront véritablement identifiés et sur les comptes spécifiques. Pour répondre à la question : quand bien même nous aurions besoin d'une provision pour litige, nous positionnerons une somme précise en fonction du litige que nous aurons déterminé, puisqu'il faut que nous soyons à même, à chaque fois, de justifier le pourquoi du comment du montant positionné pour les provisions, en fonction de leur quantification, bien évidemment.

Mme BAROUSSE : Je suis d'accord sur le fait que le plan de provisionnement était peut-être surdimensionné par rapport à une ville qui a le risque de contentieux qu'elle a, par contre, un fonds de provisionnement, ce n'est pas une cagnotte, ce n'est pas quelque chose que nous allons utiliser en investissement après. Je veux bien que nous clarifions les comptes et que le comptable public nous demande d'avoir des fonds d'approvisionnement qui soient plus en adéquation avec les risques et les contentieux. Mais les repositionner là, cela me dérange un petit peu.

Un intervenant : Ils ne sont pas repositionnés sur la section d'investissement. C'est sur le fonctionnement...

Mme BAROUSSE : ...Ils vont basculer après...

Un intervenant : Mais...Enfin, peut-être que vous le savez, mais moi je ne sais pas encore. Je peux vous certifier qu'ils seront repositionnés sur des comptes de classe 15 spécifiquement en fonction de l'identification des provisions dont la ville aura besoin après identification.

Mme BAROUSSE : Très bien, parfait, nous regarderons.

M. FORCADA : Nous vous faisons confiance Mme BAROUSSE.

Un intervenant : J'ai d'autres solutions pour pouvoir abonder la section d'investissement, pas besoin de provision.

[Reprise des débats]

Mme BAROUSSE : Merci pour...

M. FORCADA : Vous avez terminé Mme BAROUSSE ?

Mme BAROUSSE : Je crois que oui, oui...

M. FORCADA : C'est pour donner la parole à Monsieur PÉNAVAIRE qui la réclamait, c'est tout. Merci.

M. PÉNAVAIRE : Merci. Je trouve ce débat intéressant, mais même temps, nous avons demandé depuis fort longtemps une commission des finances qui aurait pu nous permettre peut-être de répondre à quelques questions qui sont moins politiques, et de pouvoir aller plus au fond de la question politique tel que cela a été posé par Monsieur PUJOL et à laquelle, finalement, nous n'avons pas trop répondu.

Je re-pose donc la problématique de la commission des finances que nous avons demandée et qui me paraît être une obligation pour pouvoir justement travailler en amont du Conseil municipal ? Merci.

M. FORCADA : Je vais passer au vote pour cette décision modificative du budget principal. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Huit abstentions. Adoptée. Merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à la majorité**

Par 23 voix pour (de M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVÈS, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, Mme Mireille SANTINI, du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible » ; de Mme Françoise BAROUSSE du groupe « Expérience et Progrès pour Lézignan », de M. Jean-Paul PUJOL, Mme Valérie FERRET, Mme Ginette BARRAU-FERRET et M. Fabrice CASTELEYN, sans étiquette) et 8 abstentions (de M. Bernard FUMET, Mme Sylvie FUMET du groupe « Lézignanais de cœur », et de M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Béatrice ARNAUD, Mme Marie-Claude MARTINEZ du groupe « Expérience et Progrès pour Lézignan »)

12 – Décision modificative n° 1 – Budget annexe Eau potable

Cela correspond à un réajustement de crédit, afin de couvrir les revenus générés par la passation du marché public concernant les travaux de réhabilitation et renouvellement du réseau, du Cours de la République. C'est fixé pour un montant de 140 000 euros, en fonctionnement et en investissement de 70 000 euros chacun. Nous avons une augmentation de 70 000 euros pour la

section d'investissement. Le réajustement de crédit pour les travaux du Cours de la République à 500 000, est réajusté avec 25 000 et 10 000 au crédit.

Nous notons un équilibre à 140 000. Il n'y a rien d'extraordinaire, si vous avez des questions ? Monsieur NOLOT ?

M. NOLOT : Je vous remercie, Monsieur le Maire.

Je vais rebondir sur ce qui a été dit sur le budget principal et sur les modifications. Il me semble... Il nous semble raisonnable d'avoir une étude un peu plus élaborée au départ pour avoir des modifications qui sont quand même des sommes importantes et peut-être qu'il aurait été utile de parler, au préalable, et d'engager une concertation plus élaborée. Je vous remercie.

M. FORCADA : Merci, mais il ne vous a pas échappé non plus que les prix ont largement augmenté, depuis l'intention de faire les travaux. Ensuite, le jour où cela commence, nous n'avons certainement pas terminé de voir des évolutions tarifaires. Nous serons donc certainement amenés aussi à revoir certains points quant à leurs obligations, bien entendu. Pour ce budget annexe eau potable, qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci. C'est adopté.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à la majorité**

Par 23 voix pour (de M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVÈS, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, Mme Mireille SANTINI, du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible » ; de Mme Françoise BAROUSSE du groupe « Expérience et Progrès pour Lézignan », de M. Jean-Paul PUJOL, Mme Valérie FERRET, Mme Ginette BARRAU-FERRET et M. Fabrice CASTELEYN, sans étiquette) et 8 abstentions (de M. Bernard FUMET, Mme Sylvie FUMET du groupe « Lézignanais de cœur », et de M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Béatrice ARNAUD, Mme Marie-Claude MARTINEZ du groupe « Expérience et Progrès pour Lézignan »)

13 - Décision modificative n° 2 – Budget annexe Assainissement

Concernant l'assainissement, c'est la même chanson : 30 000 euros, donc moins important pour celui-ci, toujours pour les travaux du Cours de la République.

Des questions ? Il n'y en a pas.

Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci. Adoptée.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à la majorité**

Par 23 voix pour (de M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVÈS, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Claude

LAVAUD, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, Mme Mireille SANTINI, du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible » ; de Mme Françoise BAROUSSE du groupe « Expérience et Progrès pour Lézignan », de M. Jean-Paul PUJOL, Mme Valérie FERRET, Mme Ginette BARRAU-FERRET et M. Fabrice CASTELEYN, sans étiquette) et 8 abstentions (de M. Bernard FUMET, Mme Sylvie FUMET du groupe « Lézignanais de cœur », et de M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Béatrice ARNAUD, Mme Marie-Claude MARTINEZ du groupe « Expérience et Progrès pour Lézignan »)

14 - Ajustement de la balance du compte 16 – Correction du capital restant dû de la dette sur le Budget principal

Le passif de la dette de la ville de Lézignan-Corbières dont le budget principal est différent chez le comptable et l'ordonnateur d'un montant de 846 383,21 euros. Les services de la DGFIP et le service financier de la Ville de Lézignan-Corbières ont procédé à des recherches pour clarifier cette différence. Ils souhaitent mettre fin à cette discordance. Dans un souci de qualité comptable et dans l'optique du passage au compte financier unique, CFU, considérant le fait que cette solution n'aura aucune incidence sur les résultats de l'exercice, il est demandé au Conseil municipal :

- de demander au comptable public de régulariser cette différence par opération d'ordre non budgétaire en intervenant sur la situation nette, à savoir d'effectuer un crédit du compte 1641 de 846 383,21 euros et un débit au compte 1068 du même montant, bien entendu ;
- de m'autoriser toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il y a pas mal de parties sur un crédit *revolving* qui était la cause historique de ces différends. Cela ne change pas la partie comptable, mais l'affectation des différents comptes. Nous avons cumulé Crédit revolving multisupports qui datent de quelques années. Voilà pour cette régularisation. Pas de questions ?

Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

Je termine la partie « comptable ».

15 - Suramortissement des immobilisations

Il y a un suramortissement des immobilisations, donc dans d'un souci d'harmonisation et d'amélioration de l'activité comptable, par application du principe de sincérité des comptes et du résultat de l'exercice budgétaire qui exige que les dotations aux amortissements et les immobilisations soient inscrites au budget et soient constatées, d'analyser les comptes fait apparaître un solde créditeur au compte 28-182 pour un montant de 539 523,26 euros et au compte 28-183 pour un montant de 127 255,28 euros.

Ceux-ci sont supérieurs au solde débiteur des comptes 22-82 et 22-83, sachant que les amortissements ne peuvent toutefois être comptabilisés pour un montant supérieur à la valeur brute des immobilisations auxquelles il se rapporte, sachant que les corrections sur exercice

clos ne doivent pas avoir d'impact sur le résultat de l'exercice en cours, duquel la correction intervient. Il convient d'autoriser le comptable public de mouvementer par opération d'ordre non budgétaire, le compte 1068 au crédit, par les comptes concernés 28-182 et 28-183 au débit comme suit : le compte 1068, 666 778,54 euros, et débit du 28-182 pour un montant de 539 523,26 euros et le 28-183 pour un montant de 127 255,28 euros. Ce sont des véhicules, pour la plupart, qui ont fait l'objet d'un suramortissement alors qu'ils ne sont plus propriétés de la collectivité, et depuis des années. Ainsi qu'apparaît la partie informatique également, avec 127 000 euros de régularisation. Nous n'avons pas changé l'informatique depuis bien longtemps, et pourtant, un suramortissement a été effectué.

Considérant que pour assurer la neutralité de ces corrections, il est désormais obligatoire de corriger les erreurs sur exercices antérieurs, par opération d'ordre non budgétaire, par prélèvement, sur le compte 1068.

Considérant que ces opérations sont neutres budgétairement pour la collectivité et qu'elles n'auront aucun impact sur le résultat de fonctionnement et d'investissement, il est demandé au Conseil municipal :

- d'autoriser le comptable à réaliser, par opération d'ordre non budgétaire, les opérations suivantes afin de régulariser les suramortissements constatés sur exercices antérieurs : sur le compte 1068, pour 666 778,54 euros, le compte 28-182 pour 539 523,26 euros et le 28-183 pour 127 255,28 euros ;
- de m'autoriser à accomplir toutes les formalités pour la mise en œuvre de la présente délibération.

Des remarques ?

Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

16 - Remboursement des frais de personnel par les budgets annexes eau potable et assainissement au budget principal pour l'exercice comptable 2023, gestion des flux comptables réciproques

Les budgets annexes eau potable et assainissement, sous l'instruction comptable M-49 n'ont pas de personnalité juridique et donc de personnel affecté en propre. Bien que ces deux services fassent l'objet de délégations de service public auprès de Veolia Eau et de la Saur pour la partie ajustement depuis le 1^{er} août 2021, toute la gestion administrative et opérationnelle s'effectue par le personnel communal dont la rémunération est imputée sur le budget principal. Ces services qui bénéficient donc, pour certaines missions spécifiques, du support en personnel des services relevant de l'administration générale, des finances et techniques de la collectivité.

Dans un souci constant de transparence et afin de calculer au plus juste le coût de ces services publics à caractère industriel et commercial, ainsi que le montant de la redevance assainissement dû par l'usager, il convient de faire rembourser chaque année, par les budgets annexes eau potable et assainissement collectif, les frais de personnel d'administration générale, des finances et techniques supportées par le budget principal de la commune.

Considérant que les services eau potable et assainissement, qui n'ont pas de personnalité juridique bénéficient, pour certaines missions spécifiques, du support au personnel des services relevant de l'administration générale et des finances et techniques de la commune, considérant qu'il convient de déterminer les modalités de calcul de ces frais, lesquels sont calculés par

application au bulletin annuel n° 1 des agents concernés d'un taux en fonction du temps d'intervention de chacun sur ces services, soit vous le voyez sur le tableau :

- directeur des services techniques : 10 % pour l'eau potable et assainissement ;
- responsable des réseaux : 10 % ;
- direction ou directrice générale adjointe : 5 % ;
- agent comptable : 10 % ;
- adjoint administratif : 10 % également.

Ce qui se traduit par une somme de 24 823,48 euros, pour le budget eau potable et le budget assainissement.

Il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les modalités de calcul des frais par application du bulletin annuel, N-1 des agents concernés, d'un taux en fonction du temps d'intervention de chacun sur ces services ;
- de valider les montants à rembourser par les budgets annexes pour l'exercice 2023 au budget principal selon les montants suivants : eau potable 24 823,48 euros, et la même somme pour l'assainissement collectif ;
- de préciser que ces flux réciproques seront imputés sur les natures budgétaires suivantes :
- budget annexe « dépenses au compte » de solde 6215 ;
- personnels affectés par la collectivité de rattachement ;
- budget principal, recettes pour compte 70872, remboursements de frais par les budgets annexes.
- de m'autoriser à accomplir toutes les formalités pour la mise en œuvre de la présente délibération.

Des remarques ?

Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

RESSOURCES HUMAINES

17 - Création d'emplois non permanents pour l'année 2024

Cette délibération concerne les provisions. Considérant qu'au cours de l'année et pour permettre la continuité du service public, la commune peut avoir recours à des recrutements sur des emplois non permanents liés à ses besoins. Considérant qu'en prévision de la période estivale, il est nécessaire de renforcer les services de piscine, services techniques et services administratifs, au cours de l'année et pour permettre la continuité du service public, la commune peut avoir recours à des recrutements sur des emplois non permanents, pour faire face à un

besoin lié à un accroissement saisonnier et à un accroissement temporaire de l'activité dans les services municipaux, administratifs, techniques, ouvertures de la piscine, en saison estivale. Les emplois non permanents, occupés par des agents recrutés sous contrat à durée déterminée sont les suivants.

Pour les emplois saisonniers : au maximum, huit mensualités dans le grade d'adjoint administratif relevant de la catégorie hiérarchique C, au maximum dix mensualités dans le grade d'adjoint technique relevant de la catégorie hiérarchique C, au maximum six mensualités dans le grade d'opérateur relevant de la catégorie C en tant que surveillant de baignade et de piscine, et au maximum douze mensualités dans le grade d'éducateur principal, d'activité physique et sportive relevant de la catégorie B, en tant que maître-nageur sauveteur.

Pour les emplois liés à des accroissements temporaires d'activité : au maximum un ETP dans le grade d'adjoint administratif relevant de la catégorie hiérarchique C, au maximum cinq ETP dans le grade d'adjoint technique relevant de la catégorie C, et au maximum un ETP dans le grade de rédacteur relevant de la catégorie hiérarchique B.

La rémunération des agents sera calculée par référence à l'indice durable de recrutement. En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'autoriser, pour l'année 2024, dans la limite des crédits prévus à cet effet, la création des emplois non permanents décrits ci-dessus ;
- de valider l'inscription au budget au chapitre 12 des crédits nécessaires à la réalisation de cette délibération ;
- de m'autoriser à la mise en œuvre de la présente délibération.

Des remarques ?

Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée l'unanimité. Je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

Monsieur William COMBES ?

PRÉVENTION ET SÉCURITÉ PUBLIQUE

18 - Convention partenariale avec la Protection Judiciaire de la Jeunesse et le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation – Annexe

M. COMBES : Bonjour.

Il s'agit d'une convention partenariale que vous trouverez en annexe entre la commune de Lézignan-Corbières, la protection judiciaire de la jeunesse Pyrénées-Orientales-Aude, et le service pénitentiaire d'insertion et de probation de l'Aude. La commune de Lézignan-Corbières participe depuis de nombreuses années avec la Direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse, la DTPJJ, Pyrénées-Orientales-Aude, et le service pénitentiaire d'insertion et de probation, le SPIP, de l'Aude, à la prévention de la délinquance, à l'optimisation des moyens par une augmentation du nombre de réponses concernant l'accueil des mineurs sous-main de justice, en vue de leur réinsertion sociale et professionnelle, mais aussi un soutien d'action et d'activité en faveur des personnes placées sous-main de justice, qu'elles soient mineures ou majeures.

La convention annexée à la présente a donc pour objectif de traduire cette collaboration. La DTPJJ 66-11 et la SPIP 11 pourront faire appel à la commune de Lézignan-Corbières qui

participe depuis de nombreuses années avec la Direction territoriale de la protection judiciaire pour, dans un premier temps, à l'exécution des peines et à des mesures éducatives confiées par les magistrats. Il y a du travail d'intérêt général, des peines de stage, des mesures de réparation, du travail non rémunéré, des stages de citoyenneté ou de formation civique.

Dans un deuxième temps, le déploiement d'activités d'insertion dans le cadre de chantiers ou de stages de découverte de métiers.

Dans un troisième temps, le déploiement de projets en lien avec la police municipale et le service de prévention de sensibilisation de jeunes aux incivilités, aux dépôts d'ordures sauvages, l'association de la PJJ et du SPIP au groupe de travail thématiques du CLSPD.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- de valider cette collaboration entre la commune de Lézignan-Corbières, d'une part, le SPIP 11 et la DTPJJ 66-11 d'autre part ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention jointe en annexe et toute mesure nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

M. FORCADA : Des remarques ?

Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

Madame DANRÉ ?

ÉCONOMIE ET COMMERCE DE PROXIMITÉ

19 - Aide à l'économie, soutien à l'installation pérenne d'entreprises commerciales ou artisanales en centre-ville

Mme DANRÉ : Bonsoir, Messieurs-dames.

Par les délibérations n° 2018-031 du 27 mars 2018, n° 2019-144 du 13 novembre 2019 et n° 2021-139 du 13 décembre 2021, le Conseil municipal a décidé de mettre en œuvre une aide directe à l'installation ou à la reprise d'entreprises commerciales ou artisanales en cœur de ville. Cette aide a pris la forme de subventions individuelles d'un montant total plafonné à 3 000 euros.

La première partie, soit 1 500 euros, est versée au bout de six mois d'exercice effectif de l'activité et la seconde partie, soit 1 500 euros restant, après douze mois.

Le 19 septembre 2022, la Commission communale a donné un avis favorable au versement de la première partie de l'aide à l'installation en faveur de Marion FONTANILLE, gérante d'un commerce de lingerie et d'accessoires situé cours Lapeyrouse. Le 26 septembre suivant, le Conseil municipal a approuvé par délibération ce versement.

Le 24 avril 2023, la Commission communale a donné de fait un avis défavorable au versement du solde de cette aide. Marion FONTANILLE ayant mis un terme à son activité commerciale le 1^{er} février 2023.

Il convient donc d'acter cette situation et de refuser définitivement le solde de l'aide en faveur de Marion FONTANILLE, afin de libérer la somme initialement réservée et pouvoir ainsi la

consacrer à une autre demande de subvention pour l'installation ou la reprise d'une entreprise en centre-ville.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- de constater que Marion FONTANILLE ne remplit plus les conditions pour bénéficier du solde de l'aide directe à l'installation ou à la reprise d'entreprises commerciales ou artisanales en cœur de ville ;
- d'affecter ainsi le montant de la somme dégagée à une autre demande de subvention du même type.

M. FORCADA : Des remarques ?

Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

Madame DANRÉ ?

20 - Avis du Conseil municipal sur les dates d'ouverture dominicale des commerces locaux pour l'année 2024

Mme DANRÉ : Vu le Code général des collectivités territoriales, vu l'article L. 3132-26 du Code du travail, vu la délibération du Conseil communautaire n° 2023-202 du 8 novembre 2023 portant avis sur les ouvertures dominicales sur la commune de Lézignan-Corbières en 2024, le titre 3 de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques a largement modifié le régime des exceptions au repos dominical des salariés.

Deux principes ont été introduits. Le premier est que tout travail le dimanche doit donner droit à une compensation salariale. Le second est qu'en l'absence d'accord des salariés, via un accord de branche d'entreprise ou de territoire, le commerce ne peut pas ouvrir dans les entreprises de moins de onze salariés. Cet accord doit être soumis à référendum. Ces deux principes sont complémentaires et destinés à faciliter le dialogue social pour l'ouverture dominicale des commerces.

Depuis 2016, cette loi a porté de cinq à douze au maximum le nombre des dimanches du Maire. La liste du dimanche est arrêtée avant le 31 décembre pour l'année suivante. Elle peut être modifiée dans les mêmes formes en cours d'année, au moins deux mois avant le premier dimanche concerné par cette modification.

L'arrêté du Maire, qui fixe le nombre de dimanches, doit être pris après consultation des organisations d'employés et de salariés intéressés, mais aussi après avis simple émis par le Conseil municipal et lorsque le nombre de dimanches excède le nombre de cinq, après consultation de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre, à savoir la CCRLCM, qui doit rendre un avis conforme. À défaut de délibération dans un délai de deux mois suivant sa saisine, cet avis est réputé favorable.

Au titre de l'année 2024, au regard des événements commerciaux et festifs se déroulant sur notre commune, et susceptibles de générer un flux de clientèle locale ou de passage, il a été

demandé par les organisations de commerçants de déroger au repos dominical pour 13 dimanches, huit pour les commerces de détail et cinq pour les commerces automobiles. Considérant que la CCRLCM, par sa délibération du 8 novembre 2023, a rendu un avis favorable sur la demande d'autorisation d'ouvrir les commerces de Lézignan-Corbières pour les dimanches de 2024 listés ci-dessous.

Conformément aux dispositions de l'article L. 3132-26 du Code du travail, le Maire soumet à l'avis du Conseil municipal la liste des dimanches concernés selon le calendrier suivant.

-Pour les commerces de détail, autres que l'automobile : dimanche 31 mars 2024, dimanche 19 mai 2024, dimanche 26 mai 2024, dimanches 1er, 8, 15, 22 et 29 décembre 2024.

-Pour les commerces de détail automobiles, les dimanches correspondant aux actions commerciales de différents constructeurs type « portes ouvertes », à savoir : dimanche 14 janvier 2024, dimanche 17 mars 2024, dimanche 16 juin 2024, dimanche 15 septembre 2024, dimanche 13 octobre 2024.

Il est demandé au Conseil municipal de donner un avis favorable au calendrier proposé ci-dessus. Il convient d'en délibérer.

M. FORCADA : Des remarques ?

Je passe au vote. Qui s'abstient ? Voté à l'unanimité. Je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

Nous allons aborder la question diverse. Je donne la parole à Monsieur PÉNAVAIRE, si vous voulez bien l'évoquer.

21- Question diverse

M. PÉNAVAIRE : Merci, Monsieur le Maire. Nous avons plusieurs interrogations que je voudrais formuler.

Par un arrêté du 21 novembre 2023, le préfet de l'Aude a autorisé l'abattage de neuf arbres d'alignement dans le cadre de l'aménagement du Cours de la République. Il est important pour les habitants de la ville, notamment pour les commerçants du quartier, de connaître la date à laquelle les travaux d'abattage vont commencer. Êtes-vous en mesure de donner une date, même approximative, de ces travaux ? En outre, êtes-vous en mesure de nous dire si ces travaux vont avoir lieu en régie ou si une entreprise extérieure doit intervenir ?

En ce qui concerne ces travaux d'aménagement, depuis, la délibération débattue dans cette enceinte le 8 décembre 2022, présentant le projet, son coût, le plan de financement prévisionnel, bien sûr, base du dépôt de dossier de subvention, nous n'avons plus débattu de ce projet en séance du Conseil municipal. Alors les questions sont : où en est-il ? Des subventions ont-elles été attribuées ? Une maîtrise d'œuvre a-t-elle été choisie ? Un projet de tableau de travaux a-t-il été établi ? Et un calendrier prévisionnel a-t-il été fixé ? Je vous remercie.

M. FORCADA : Comme vous venez de le signaler d'ailleurs, Monsieur, le préfet de l'Aude a bien pris un arrêté autorisant le remplacement des neuf platanes de l'alignement du Cours de la République. Il ne vous aura pas échappé non plus que l'article 2 de cet arrêté mentionne que

l'autorisation ne préjuge pas des autres autorisations nécessaires à obtenir dans le cadre de ce projet, notamment dans ce cas, l'avis conforme de l'architecte des Bâtiments de France. Dans le respect de la réglementation, nous attendons l'avis de monsieur l'architecte des Bâtiments de France avant d'engager cette entreprise.

À ce jour, je ne peux donc pas vous adresser une date pour ce chantier. Il est fortement souhaitable que ce soit fait avant que la nature reprenne ses droits et que la sève puisse booster la nature.

Comme vous me questionnez sur l'avancement de l'aménagement du Cours de la République, l'avant-projet tel qu'il a été présenté en réunion publique, a été validé mi-octobre, en portant le coût d'objectif des travaux de 1, 220 million à 1, 447 million, et c'est encore plus élevé aujourd'hui hors réseau pluvial, bien sûr, qui ne fait pas partie du cahier des charges.

L'extension du périmètre de l'opération avec l'intégration d'une partie l'avenue du Maréchal Foch à la limite du Palais des Fêtes ou de l'intersection Barbès, puisqu'on l'a amené jusqu'à cet endroit, le recours de davantage de matériaux naturels préconisés par les Bâtiments de France puisqu'ils nous imposent de la pierre naturelle. Le coût monte encore plus haut puisqu'on est à 1, 712 million. Je suis quand même étonné par votre question quant au choix du maître d'œuvre, puisqu'en effet, et de mémoire, il me semble bien que vous fûtes de la partie, ici même, dans cette salle pour la réunion publique. Monsieur PÉNAVAIRE ?

M. PÉNAVAIRE : C'est bien de le dire en séance publique du Conseil municipal, voilà, c'est ce qu'on demande.

M. FORCADA : Vous étiez là, donc vous l'avez vu et vous l'avez entendu. Vous avez pu prendre connaissance du maître d'œuvre qui mène les trois entreprises qui participent. Nous vous avons dit que le paysagiste est « 1 % paysage », qui est le maître d'œuvre qui mène l'ensemble des équipes. Et il y en a deux autres également qui font les voiries et les réseaux. Ils sont également associés, ce sont des indépendants. Ils ne sont pas reliés les uns aux autres.

Pour votre parfaite information, le contrat a été attribué au mois de juin dernier, après une mise en concurrence, bien sûr. Nous missionnons trois équipes sur la présentation d'une esquisse sur l'ensemble de la circulaire. Je fais une redite par rapport à la réunion.

À ce jour, une équipe travaille sur la phase du projet. La demande de permis d'aménager va être très prochainement déposée. Nous comptons pouvoir consulter les entreprises courant février pour un démarrage de travaux dès que nous l'espérons. Bien sûr que la réalisation de cette sélection en avril ou mai au plus tard, avec une interruption au cours de la période estivale, comme nous nous y étions engagés, pour ne pas perturber toute l'activité touristique. Nous tablons sur une période de travaux de huit à dix mois.

Les subventions attribuées, pour l'instant, ne le sont pas puisque les demandes sont faites et je me ferai un plaisir de vous communiquer les montants lorsque nous les recevrons, en fonction des disponibilités de l'État.

Je n'ai donc pas d'autres éléments factuels qui puissent nous permettre à nous tous d'avoir un peu plus de précisions ni sur les subventions à venir, ni aussi sur les entreprises qui vont intervenir pour la réalisation, non pas des réseaux puisqu'ils sont en train de les faire, mais bien sûr de la réalisation des travaux.

Je vous remercie de cette attention. Je vous souhaite aussi, puisque c'est la dernière séance de l'année, de bonnes fêtes à tous, bonne fête de Noël, bonnes fêtes de fin d'année, et je vous donne rendez-vous en janvier, bien entendu, j'espère en pleine forme.

[Un buffet est proposé aux conseillers municipaux et à l'auditoire]

Vous pouvez abuser de tout, mais avec modération !

Monsieur le Maire lève la séance à 19h 20 mn.

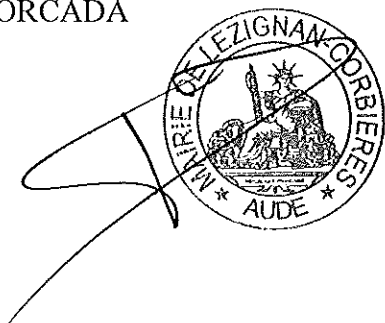
**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité sans observation**

Procès-verbal établi et clos le 25 janvier 2024.

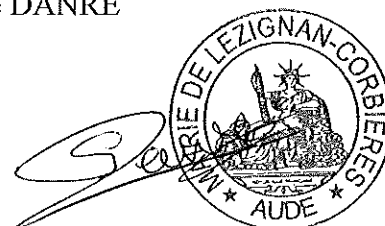
Et ont les membres présents signé après lecture ainsi que M. le Président,

Pour extrait certifié conforme :

Le Maire,
Gérard FORCADA

The image shows a circular official seal of the Municipality of Lezignan-Corbières, Aude. The seal features a central emblem with a sun, a star, and a landscape. The text "LEZIGNAN-CORBIÈRES" is written in a circle around the emblem, and "AUDE" is at the bottom. A signature is written over the seal.

La secrétaire de séance,
Sylvie DANRÉ

The image shows a circular official seal of the Municipality of Lezignan-Corbières, Aude, identical to the one on the left. A signature is written over the seal.